

Avis de publication

Remplacement de la *Norme canadienne 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*

Remplacement de l'*Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*

Projet de modifications modifiant la Norme canadienne 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Modification de l'*Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*

Le 17 juillet 2009

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») ont adopté des modifications et de nouvelles versions de règles, d'annexes et d'instructions complémentaires portant sur l'information qu'elles obtiennent des sociétés et personnes physiques qui s'inscrivent en vertu de la législation en valeurs mobilières. Nous avons approuvé la *Norme canadienne 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, y compris ses annexes (collectivement, la « Règle 33-109 »), et son instruction complémentaire (l'« *Instruction complémentaire 33-109* »), qui remplaceront les textes actuellement en vigueur sous le même numéro. Nous avons également approuvé les modifications à la *Norme canadienne 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (la « Règle 31-102 ») et à son instruction complémentaire (l'« *Instruction complémentaire 31-102* »). Sous réserve de l'approbation des ministres compétents dans certains territoires, ces nouveaux textes entreront en vigueur le 28 septembre 2009.

Ces nouveaux textes, qui nous permettront d'améliorer l'administration de l'obligation d'inscription, découlent de la prise de la *Norme canadienne 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (la « Règle 31-103 »). En outre, la Règle 33-109 établit une procédure de dépôt simplifiée pour les personnes inscrites qui est conforme à l'*Instruction générale canadienne 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« *Instruction générale canadienne 11-204* »). Les ACVM publient aussi aujourd'hui la Règle 31-103 et l'*Instruction générale canadienne 11-204*, que l'on peut consulter sur les sites Web des membres des ACVM.

Les textes suivants sont publiés avec le présent avis :

- La Règle 33-109;
- l'*Instruction complémentaire 33-109*;
- le *Projet de modifications modifiant la Règle 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;
- la nouvelle version de l'*Instruction complémentaire 31-102*.

Objet de la Règle 33-109 et des modifications à la Règle 31-102

La Règle 33-109 établit les renseignements que les membres des ACVM exigent des sociétés qui demandent à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement, et des personnes physiques qui agissent pour leur compte. Il

exige également des personnes inscrites et des personnes physiques autorisées qu'elles avisent l'autorité en valeurs mobilières des modifications à ces renseignements.

Les formulaires en annexe de la Règle 33-109 sont les suivants :

- l'Annexe 33-109A1, *Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée;*
- l'Annexe 33-109A2, *Modification ou radiation de catégories de personnes physiques;*
- l'Annexe 33-109A3, *Établissements autres que le siège;*
- l'Annexe 33-109A4, *Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée;*
- l'Annexe 33-109A5, *Modification des renseignements concernant l'inscription;*
- l'Annexe 33-109A6, *Inscription d'une société;*
- l'Annexe 33-109A7, *Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée.*

Deux de ces annexes sont nouvelles :

- l'Annexe 33-109A6, qui modernise et harmonise les renseignements que nous obtenons des sociétés qui sont inscrites ou demandent à s'inscrire;
- l'Annexe 33-109A7, qui simplifie le processus de rétablissement de l'inscription après le transfert d'une personne physique d'une société parrainante à une autre, comme il est décrit ci-après.

Les modifications à la Règle 31-102 auront pour effet :

- d'ajouter le gestionnaire de fonds d'investissement comme autre type de déposant dans la Base de données nationale d'inscription (BDNI);
- de préciser l'obligation pour les sociétés d'aviser l'administrateur de la BDNI de certains détails;
- de codifier un type courant de dispense discrétionnaire que nous avons accordé par le passé afin de faciliter l'utilisation de la BDNI par les sociétés étrangères.

Rétablissement de l'inscription ou la qualité de personne physique autorisée

La personne physique qui quitte son emploi auprès d'une société inscrite et entre au service d'une nouvelle société inscrite peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 au plus tard 90 jours après avoir quitté sa société parrainante pour que son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée soit rétablie automatiquement, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 de la Règle 33-109. La personne physique ne peut pas obtenir le rétablissement de son inscription ou de sa qualité de personne physique autorisée de cette façon si elle a de nouveaux renseignements à présenter concernant la réglementation, les infractions criminelles, les poursuites civiles ou sa situation financière. Elle ne peut pas non plus obtenir le rétablissement si elle a quitté son ancienne société parrainante parce que celle-ci lui a demandé sa démission ou l'a congédiée en raison d'allégations d'activités criminelles, de contravention à la législation en valeurs mobilières ou de contravention aux règles d'un OAR. La personne physique qui ne peut bénéficier du rétablissement automatique doit présenter, sur le site Web de la

BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Avis de cessation de relation

Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante ou cesse autrement d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de celle-ci à titre de personne physique inscrite ou autorisée, la société parrainante doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la date et du motif de la cessation de relation. La demande initiale doit être présentée dans la BDNI au plus tard 7 jours après la date de cessation. Selon le motif de la cessation de relation, la société peut aussi être tenue de répondre à des questions supplémentaires à la rubrique 5 du formulaire. Le cas échéant, la société peut les fournir dans sa demande initiale sur le site Web de la BDNI ou, si elle a besoin de plus de temps, les mettre à jour dans les 30 jours suivant la date de cessation de relation.

La personne physique inscrite ou autorisée peut obtenir de son ancienne société parrainante un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 la concernant. La nouvelle société parrainante doit obtenir de chaque personne physique inscrite ou autorisée agissant pour son compte un exemplaire du dernier formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 présenté à l'égard de cette personne, le cas échéant.

Résumé des commentaires écrits

Nous avons reçu des commentaires sur les formulaires que nous avons publiés le 28 février 2008. Un résumé de ces commentaires et de nos réponses figure sous la rubrique « Réponses aux commentaires reçus sur les formulaires de la BDNI » de l'annexe A de l'*Avis de publication relatif à la Règle 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*. Cet avis est aussi publié aujourd'hui et on peut le consulter sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca;
www.albertasecurities.com;
www.bcsc.bc.ca;
www.gov.ns.ca/nssc;
www.nbsc-cvmnb.ca;
www.osc.gov.on.ca;
www.sfsc.gov.sk.ca.

Changements depuis la dernière publication

Changements dans les renseignements sur l'inscription

Nous avons apporté des changements au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 et à l'Annexe 33-109A6 afin de préciser quels renseignements sont exigés. Nous avons également fait des changements d'ordre administratif dans les autres formulaires d'inscription prévus en annexe de la Règle 33-109 et avons ajouté quelques définitions.

Mise à jour des renseignements sur la société dans l'Annexe 33-109A6

En vertu du paragraphe 2 de l'article 6.2 de la Règle 33-109, jusqu'à 12 mois après le 28 septembre 2009, les sociétés qui étaient inscrites avant cette date continueront d'aviser l'autorité en valeurs mobilières des modifications aux renseignements déjà présentés à leur autorité principale, au plus tard 7 jours après la modification dans la plupart des cas.

Toutefois, en vertu de l'article 6.1 de la Règle 33-109, les sociétés qui étaient inscrites avant le 28 septembre 2009 doivent présenter le formulaire dûment rempli prévu à l'Annexe 33-109A6 au plus tard le 30 septembre 2010. Cette disposition établira pour chaque société une base de référence en ce qui a trait aux renseignements à fournir

concernant l'inscription et aidera la société à se conformer à l'obligation d'aviser l'autorité en valeurs mobilières des modifications à ces renseignements. Après avoir présenté le formulaire dûment rempli prévu à l'Annexe 33-109A6, la société devra respecter l'obligation de donner avis, prévue à l'article 3.1 de la Règle 33-109. Les obligations de donner avis prévues par la Règle 33-109 sont résumées à l'annexe A de l'Instruction complémentaire 33-109.

Présentation des avis à l'autorité principale seulement

Nous avons ajouté une disposition selon laquelle la société qui présente un avis en vertu de la règle autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI peut l'envoyer à son autorité principale seulement. L'annexe B de l'Instruction complémentaire 33-109 indique les coordonnées des autorités en valeurs mobilières à qui envoyer les avis et demandes qui ne sont pas présentés au moyen du site Web de la BDNI. Nous avons également ajouté une partie 6, intitulée « Transition », à la Règle 33-109.

Transition

Le 12 juin 2009, nous avons publié l'*Avis 31-311 du personnel des ACVM, Projet de Règle 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, Transition vers le nouveau régime d'inscription* afin de donner le détail des délais et de la transition. On peut consulter l'avis sur les sites Web des membres des ACVM.

Transition concernant le rétablissement de l'inscription

Comme il est indiqué ci-dessus, après son entrée au service d'une nouvelle société parrainante, la personne physique peut rétablir son inscription en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 au plus tard 90 jours après avoir quitté son ancienne société parrainante. Toutefois, si elle l'a quittée avant le 28 septembre 2009, la personne physique doit plutôt faire rétablir son inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, sous réserve des conditions applicables. Les frais seraient prélevés dans la BDNI en ce qui concerne le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, mais seraient remboursés pour les personnes physiques qui peuvent demander le rétablissement automatique de leur inscription, selon le cas.

Contexte

La Règle 33-109, les modifications à la Règle 31-102 et les textes connexes ont été publiés pour consultation le 20 février 2007 et le 29 février 2008.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514-395-0337, poste 4786
Sans frais : 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

David McKellar, CA
Director, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tél. : 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Laura Bliss
Senior Legal Counsel
Capital Markets Regulation

British Columbia Securities Commission
Tél. : 604-899-6666
1-800-373-6393 (en C.-B. et en Alberta)
lbliss@bcsc.bc.ca

Donna Leitch
Assistant Manager
Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Tél. : 416-593-8263
dleitch@osc.gov.on.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tél. : 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

NORME CANADIENNE 33-109
SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

TABLE DES MATIÈRES

| <u>PARTIE</u> | <u>TITRE</u> |
|--|---|
| PARTIE 1 | DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION |
| 1.1 | Définitions |
| 1.2 | Interprétation |
| PARTIE 2 | DEMANDE D'INSCRIPTION ET EXAMEN DES PERSONNES PHYSIQUES AUTORISÉES |
| 2.1 | Inscription d'une société |
| 2.2. | Inscription d'une personne physique |
| 2.3. | Rétablissement de l'inscription |
| 2.4. | Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription de personne physique |
| 2.5. | Personne physique autorisée |
| 2.6. | Personne inscrite en vertu de la <i>Loi</i> sur les contrats à terme sur marchandises |
| PARTIE 3 | MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE |
| 3.1. | Avis de modification des renseignements concernant une société |
| 3.2. | Modification concernant un établissement |
| PARTIE 4 | MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE |
| 4.1. | Avis de modification des renseignements concernant une personne physique |
| 4.2. | Cessation de la relation à titre de salarié, d'associé ou de mandataire |
| PARTIE 5 | DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS |
| 5.1. | Obligations de la société parrainante |
| PARTIE 6 | DISPOSITIONS TRANSITOIRES |
| 6.1. | Dépôt du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 par toutes les sociétés inscrites – le 30 septembre 2010 |
| 6.2. | Avis de modification concernant les sociétés inscrites avant le 28 septembre 2009 |
| 6.3 | Période de transition relative à la Base de données nationale d'inscription |
| 6.4 | Transition – Rétablissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 et du paragraphe 2 de l'article 2.5 |
| PARTIE 7 | DISPENSE |
| 7.1. | Dispense |
| PARTIE 8 | ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR |
| 8.1. | Abrogation |
| 8.2. | Date d'entrée en vigueur |
| Annexe 33-109A1 AVIS DE CESSATION DE RELATION AVEC UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE | |
| Annexe 33-109A2 MODIFICATION OU RADIATION DE CATÉGORIES DE PERSONNES PHYSIQUES | |
| Annexe 33-109A3 ÉTABLISSEMENTS AUTRES QUE LE SIÈGE | |
| Annexe 33-109A4 INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE ET EXAMEN D'UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE | |
| Annexe 33-109A5 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION | |
| Annexe 33-109A6 INSCRIPTION D'UNE SOCIÉTÉ | |

Annexe 33-109A7 RÉTABLISSEMENT DE L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU DE LA QUALITÉ DE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE

NORME CANADIENNE 33-109
SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1. Définitions

Dans la présent règle, on entend par :

« ancienne société parrainante » : la dernière société inscrite pour le compte de laquelle une personne physique a agi à titre de personne physique inscrite ou de personne physique autorisée; (*former sponsoring firm*)

« Annexe 33-109A1 » : Avis de cessation de relation avec une personne physique inscrite ou autorisée; (*Form 33-109F1*)

« Annexe 33-109A2 » : Modification ou radiation de catégories de personnes physiques; (*Form 33-109F2*)

« Annexe 33-109A3 » : Établissement autres que le siège; (*Form 33-109F3*)

« Annexe 33-109A4 » : Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée; (*Form 33-109F4*)

« Annexe 33-109A5 » : Modification des renseignements concernant l'inscription; (*Form 33-109F5*)

« Annexe 33-109A6 » : Inscription d'une société; (*Form 33-109F6*)

« Annexe 33-109A7 » : Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée; (*Form 33-109F7*)

« autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire principal de la personne; (*principal regulator*)

« date de cessation » : le premier jour où une personne physique a cessé d'être autorisée à agir à titre de personne physique inscrite auprès de sa société parrainante ou qu'elle a cessé d'être une personne physique autorisée de sa société parrainante en raison de la fin de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire ou d'une modification à cette relation; (*cessation date*)

« NC 31-102 » : Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*; (*NI 31-102*)

« NC 31-103 » : Norme canadienne 31-103 sur les *Obligations et dispenses d'inscription*; (*NI 31-103*)

« numéro de présentation de renseignements à la BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI chaque fois que des renseignements y sont présentés; (*NRD submission number*)

« personne physique autorisée » : toute personne physique qui n'est pas une personne physique inscrite et qui remplit les conditions suivantes :

a) elle est administrateur, chef de la direction, chef des finances ou chef de l'exploitation d'une société ou exerce une fonction analogue;

b) elle a la propriété véritable d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou exerce, directement ou indirectement, une emprise sur ceux-ci; (*permitted individual*)

« personne physique inscrite » : la personne physique qui est inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières pour le compte d'une société inscrite, à l'un ou l'autre des titres suivants :

- a) courtier, placeur ou conseiller;
- b) chef de la conformité;
- c) personne désignée responsable. (*registered individual*)

« société » : toute personne inscrite ou demandant à s'inscrire comme courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement; (*firm*)

« société inscrite » : un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit; (*registered firm*)

« société parrainante » : les personnes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique inscrite, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit;

b) dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire, la société pour le compte de laquelle elle agira si sa demande est approuvée;

c) dans le cas d'une personne physique autorisée d'une société inscrite, la société inscrite;

d) dans le cas d'une personne physique autorisée d'une société demandant à s'inscrire, cette société; (*sponsoring firm*)

« territoire principal » : selon le cas, les territoires suivants :

a) par rapport à une société dont le siège est au Canada, le territoire du Canada où son siège est situé;

b) par rapport à une personne physique dont le bureau principal est au Canada, le territoire du Canada où son bureau principal est situé;

c) par rapport à une société dont le siège est à l'extérieur du Canada, le territoire de l'autorité principale de la société tel qu'il est désigné par la société dans le dernier formulaire présenté par celle-ci conformément à l'Annexe 33-109A5 ou l'Annexe 33-109A6;

d) par rapport à une personne physique dont le bureau principal est à l'extérieur du Canada, le territoire principal de sa société parrainante. (*principal jurisdiction*)

1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans la présente règlement définies par la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription* ont le sens qui leur est donné dans la règle.

PARTIE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION ET EXAMEN DES PERSONNES PHYSIQUES AUTORISÉES

2.1. Inscription d'une société

La société qui demande à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement présente à l'agent responsable les documents suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli;
- b) à l'égard de chacun de ses établissements dans le territoire intéressé autres que le siège, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

2.2. Inscription d'une personne physique

1) Sous réserve du paragraphe 2 et des articles 2.4 et 2.6, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

2) La personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une société inscrite et demande à devenir personne physique inscrite auprès de celle-ci présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

2.3. Rétablissement de l'inscription

1) La personne physique qui demande le rétablissement de son inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, sauf si elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au paragraphe 2.

2) L'inscription de la personne physique suspendue en vertu de l'article 6.1 [*Cessation de l'autorisation de la personne physique pour le compte d'une société*] de la Norme canadienne 31-103 sur les *Obligations d'inscription* est rétablie à la date à laquelle la personne présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le formulaire est présenté au plus tard le 90^e jour après la date de cessation;

b) la relation de la personne physique avec l'ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire n'a pas pris fin en raison de sa démission à la demande de la société ou de son congédiement en raison de l'une ou l'autre des allégations suivantes :

- i) activité criminelle;
- ii) contravention à la législation en valeurs mobilières;
- iii) contravention aux règles d'un OAR;

c) après la date de cessation, aucune modification n'a été apportée aux renseignements présentés antérieurement au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui sont visés aux rubriques suivantes :

i) la rubrique 13 [*Renseignements concernant la réglementation*];

ii) la rubrique 14 [*Renseignements sur les infractions criminelles*];

iii) la rubrique 15 [*Renseignements sur les poursuites civiles*];

iv) la rubrique 16 [*Renseignements sur la situation financière*];

d) la personne physique demande le rétablissement de son inscription auprès d'une société parrainante dans la catégorie dans laquelle elle était inscrite à la date de cessation;

e) la nouvelle société parrainante est inscrite dans la même catégorie que celle de l'ancienne société parrainante de la personne physique.

2.4. Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription de personne physique

La personne physique inscrite qui demande l'inscription dans une catégorie supplémentaire ou la radiation d'une catégorie d'inscription présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

2.5. Personne physique autorisée

1) La personne physique autorisée présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée, sauf si elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au paragraphe 2.

2) La personne physique qui a cessé d'agir à titre de personne physique autorisée pour le compte de son ancienne société parrainante et devient personne physique autorisée d'une nouvelle société parrainante peut présenter à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, si toutes les conditions suivantes sont réunies :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 est présenté conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription* dans les délais suivants :

i) au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée de la nouvelle société parrainante;

ii) au plus tard 90 jours après la date de cessation;

b) elle conserve la même qualité de personne physique autorisée qu'elle avait auprès de l'ancienne société parrainante;

c) les conditions prévues aux alinéas b et c du paragraphe 2 de l'article 2.3 ont été remplies.

2.6. Personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises

1) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe b de l'article 2.1, la société qui demande à s'inscrire en vertu de l'article 2.1 et qui est inscrite en vertu

de la *Loi* sur les contrats à terme sur marchandises n'est pas tenue de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément à l'article 3.2 à l'égard de ses établissements enregistrés dans la BDNI.

2) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe 1 de l'article 2.2, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et qui est enregistrée dans la BDNI avec sa société parrainante comme personne inscrite en vertu de la *Loi* sur les contrats à terme sur marchandises présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

PARTIE 3 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE

3.1. Avis de modification des renseignements concernant une société

1) Sous réserve du paragraphe 3 ou 4, la société inscrite avise l'agent responsable de toute modification des renseignements présentés antérieurement dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou en vertu du présent paragraphe dans les délais suivants :

a) si la modification concerne les renseignements contenus dans la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;

b) si la modification concerne les renseignements contenus dans toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.

2) L'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.

3) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification conformément au paragraphe 1 si la modification concerne les renseignements suivants :

a) un établissement autre que le siège de la société, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, en vertu de l'article 3.2;

b) la fin ou la modification de la relation d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, dûment rempli, en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;

c) un nouveau dirigeant, associé ou administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente l'un des formulaires suivants :

i) le formulaire, dûment rempli, prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;

d) les renseignements contenus dans les documents justificatifs visés à l'une ou l'autre des rubriques suivantes de l'Annexe 33-109A6 :

i) la rubrique 3.3 [*Documents commerciaux*];

ii) la rubrique 5.1 [*Calcul de l'excédent du fonds de roulement*];

iii) la rubrique 5.7 [*Résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance*];

- iv) la rubrique 5.13 [*États financiers vérifiés*];
- v) la rubrique 5.14 [*Lettre d'instructions au vérificateur*];

4) La personne qui a présenté l'appendice B [*Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*] de l'Annexe 33-109A6 avise l'agent responsable de toute modification des renseignements présentés antérieurement à la rubrique 3 [*Nom du mandataire aux fins de signification*] ou à la rubrique 4 [*Adresse du mandataire aux fins de signification*] de cet appendice en présentant l'appendice B au plus tard 7 jours après la modification;

5) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à la personne qui n'est plus inscrite depuis au moins six ans.

6) Pour l'application des paragraphes 2 et 4, la personne peut donner l'avis à l'autorité principale.

3.2. Modification concernant un établissement

La société inscrite avise l'agent responsable de l'ouverture de tout établissement autre qu'un nouveau siège, ou de toute modification des renseignements présentés antérieurement dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, au plus tard 7 jours après l'ouverture de l'établissement ou la modification le concernant.

PARTIE 4 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE

4.1. Avis de modification des renseignements concernant une personne physique

1) Sous réserve du paragraphe 2, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'agent responsable de toute modification des renseignements visés à l'Annexe 33-109A4 présentés antérieurement dans les délais suivants :

a) si la modification concerne les renseignements contenus dans les rubriques 4 [*Citoyenneté*] et 11 [*Emplois et autres activités antérieurs*] du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, au plus tard 30 jours après la modification;

b) si la modification concerne les renseignements contenus dans toute autre rubrique du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, au plus tard 7 jours après la modification;

2) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 1 si la modification concerne les renseignements présentés antérieurement à la rubrique 3 [*Renseignements personnels*] du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

3) L'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné à l'agent responsable au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

4) Malgré le paragraphe 3, l'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné à l'agent responsable au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, lorsque la modification concerne les renseignements suivants :

a) pour une personne physique, sa qualité de personne physique autorisée de la société parrainante;

b) pour une personne physique inscrite, sa qualité de dirigeant, d'associé, d'administrateur ou d'actionnaire de la société parrainante.

4.2. Cessation de la relation à titre de salarié, d'associé ou de mandataire

1) La société inscrite avise l'agent responsable de la fin ou de la modification de sa relation avec une personne physique parrainée qui est salariée, associée ou mandataire, si celle-ci cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour son compte à titre de personne physique inscrite ou autorisée, au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, dont les rubriques suivantes ont été remplies :

a) les rubriques 1 à 4;

b) la rubrique 5, sauf si le motif de la cessation de relation indiqué à la rubrique 4 est le décès ou la retraite de la personne physique, ou la fin ou l'expiration d'un contrat à titre de salarié ou de mandataire.

2) La société inscrite présente à l'agent responsable les renseignements visés aux dispositions suivantes :

a) l'alinéa a du paragraphe 1, au plus tard 7 jours après la date de cessation;

b) l'alinéa b du paragraphe 1, au plus tard 30 jours après la date de cessation.

3) La personne fournit à la personne physique dont elle est l'ancienne société parrainante, si la personne physique en fait la demande, un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté à l'égard de cette personne conformément au paragraphe 1 dans les 7 jours suivant la demande.

4) Si les renseignements que la personne a présentés à la rubrique 5 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 à l'égard de la personne physique en ayant demandé un exemplaire n'étaient pas inclus dans l'exemplaire fourni à l'origine, la personne fournit à la personne physique un autre exemplaire de ce formulaire, qui contient les renseignements visés à rubrique 5, à la plus éloignée des dates suivantes :

a) 7 jours après la demande faite en vertu du paragraphe 3;

b) 7 jours après la présentation des renseignements visés à l'alinéa b du paragraphe 2.

PARTIE 5 DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS

5.1. Obligations de la société parrainante

1) La société parrainante prend les moyens nécessaires pour s'assurer de la véracité et de l'exhaustivité des renseignements présentés conformément à la présente règle à l'égard de toute personne physique.

2) La société parrainante obtient de chaque personne physique qui est inscrite afin d'agir pour son compte ou qui est l'une de ses personnes autorisées un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté par l'ancienne société parrainante de cette personne, à l'égard de cette dernière, le cas échéant, au plus tard 60 jours après être devenue sa société parrainante.

3) La société parrainante conserve tous les documents qu'elle a utilisés pour remplir l'obligation prévue au paragraphe 1 pendant l'une des périodes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique inscrite, au moins 7 ans après la date à laquelle elle a cessé d'être inscrite afin d'agir pour le compte de la société;

b) dans le cas d'une personne physique qui a demandé à s'inscrire mais dont l'inscription a été refusée par l'agent responsable, au moins 7 ans après la date de la demande;

c) dans le cas d'une personne physique autorisée, au moins 7 ans après la date à laquelle elle a cessé d'être une personne physique autorisée de la société.

4) Sans limiter l'application du paragraphe 3, si la personne physique inscrite, la personne physique qui demande à s'inscrire ou la personne physique autorisée désigne un mandataire aux fins de signification, la société parrainante conserve l'acte de désignation original signé par la personne physique pendant la période prévue à l'alinéa *b* du paragraphe 3.

5) La société parrainante qui conserve un document conformément au paragraphe 3 ou 4 relativement à des renseignements présentés à la BDNI inscrit sur la première page le numéro de présentation de renseignements à la BDNI.

PARTIE 6 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

6.1. Dépôt du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 par toutes les sociétés inscrites – le 30 septembre 2010

La société inscrite qui était inscrite avant l'entrée en vigueur de la présente règle présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli, au plus tard le 30 septembre 2010.

6.2. Avis de modification concernant les sociétés inscrites avant le 28 septembre 2009

1) Dans le présent article, on entend par « Formulaire 3 » le formulaire que la société a présenté avant l'entrée en vigueur de la présente règle pour s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de placeur dans le territoire qui, lorsque la demande a été faite, aurait été le territoire principal de la société en vertu de la présente règle.

2) Sous réserve du paragraphe 5, la société inscrite qui était inscrite dans un territoire du Canada avant l'entrée en vigueur de la présente règle et qui n'a pas présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 à l'agent responsable avise ce dernier de toute modification des renseignements présentés antérieurement de la façon suivante :

a) en ce qui concerne un avis relatif au mandataire aux fins de signification et au domicile élu, au moyen de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification;

b) en ce qui concerne le Formulaire 3 ou tout avis de modification des renseignements contenus dans ce formulaire présenté à l'agent responsable, dans les délais suivants :

i) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;

ii) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.

3) La société inscrite visée au paragraphe 2 avise l'agent responsable de tout changement de vérificateur ou de la date de clôture de l'exercice au plus tard 7 jours après le changement.

4) Pour l'application des paragraphes 2 et 3, la société peut donner l'avis à l'autorité principale.

5) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 2 si la modification concerne les renseignements suivants :

a) l'ajout d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente les formulaires suivants :

i) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;

b) la cessation ou la modification de la relation du dirigeant, de l'associé ou de l'administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;

c) un emplacement autre que le siège de la société, si cette dernière présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en vertu de l'article 3.2;

d) des renseignements équivalents à ceux visés à l'alinéa *d* du paragraphe 3 de l'article 3.1.

6.3 Période de transition relative à la Base de données nationale d'inscription

1) Dans le présent article, on entend par « date d'accès à la BDNI » le premier jour après le 25 septembre 2009 où un déposant BDNI peut faire une présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le déposant BDNI qui, avant le 25 septembre 2009, a présenté un avis n'ayant été ni accepté ni refusé par l'agent responsable avant cette date le présente de nouveau, comme si le délai prévu pour la présentation de l'avis se situait entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, conformément aux paragraphes 3, 4 et 6, selon le cas.

3) Sauf en ce qui a trait à un avis visé au paragraphe 4, si le délai prévu pour la présentation de l'un ou l'autre des documents suivants se situe entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, il est prolongé jusqu'au 45^e jour suivant la date d'accès à la BDNI :

a) l'avis qui doit être présenté en format BDNI;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui doit être présenté en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5.

4) Sont présentés autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI les documents pour lesquels le délai de présentation prévu se situe entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, à savoir :

a) l'avis de modification visé au paragraphe 1 de l'article 4.1 que présente la personne physique inscrite, si la modification concerne des

renseignements présentés antérieurement à l'égard des rubriques suivantes de l'Annexe 33-109A4 :

- i) la rubrique 14 [*Renseignements sur les infractions criminelles*];
- ii) la rubrique 15 [*Renseignements sur les poursuites civiles*];
- iii) la rubrique 16 [*Renseignements sur la situation financière*];

b) l'avis de cessation visé au paragraphe 1 de l'article 4.2 provenant de l'ancienne société parrainante, dans le délai prévu par le paragraphe 2 de l'article 4.2, si la relation de la personne physique avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire a pris fin en raison de sa démission ou de son congédiement justifié.

5) À compter du 28 septembre 2009 jusqu'au jour précédant la date d'accès à la BDNI, la personne physique peut présenter à l'agent responsable les documents suivants autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2;

c) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, sauf s'il est présenté en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5;

6) Le déposant BDNI qui présente des renseignements autrement que par le site Web de la BDNI en vertu du paragraphe 4 ou 5 les présente de nouveau à l'agent responsable en format BDNI de la façon suivante :

a) en ce qui concerne le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 présenté en vertu de l'alinéa a du paragraphe 5, présenter les formulaires suivants :

i) si la date de cessation était le 28 septembre 2009 ou postérieure à cette date, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI;

ii) si la date de cessation était antérieure au 28 septembre 2009, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI;

b) en ce qui concerne tout autre formulaire, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI

6.4 Transition – Rétablissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 et du paragraphe 2 de l'article 2.5

1) Malgré le paragraphe 2 de l'article 2.3, à compter de la date d'accès à la BDNI jusqu'au 28 décembre 2009, la personne physique qui demande le rétablissement de son inscription en vertu de ce paragraphe présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément à la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, si la date de cessation est antérieure au 28 septembre 2009.

2) L'inscription d'une personne physique qui présente le formulaire visé au paragraphe 1 n'est rétablie conformément au paragraphe 2 de l'article 2.3 que si toutes les conditions prévues aux alinéas a à e de ce paragraphe sont réunies.

3) Le paragraphe 2 de l'article 2.5 ne s'applique pas à la personne physique autorisée dont la date de cessation est antérieure au 28 septembre 2009.

PARTIE 7 DISPENSE

7.1. Dispense

- 1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions de la présente règle, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B de la Norme canadienne 14-101 sur les *Définitions*, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 8 ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

8.1. Abrogation

La Norme canadienne 33-109 sur les *Renseignements concernant l'inscription*, entrée en vigueur le 11 mai 2005, est abrogée.

8.2. Date d'entrée en vigueur

La présente règle entre en vigueur le 28 septembre 2009.

ANNEXE 33-109A1
AVIS DE CESSATION DE RELATION AVEC UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE
(article 4.2)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser qu'une personne physique inscrite ou autorisée a quitté sa société parrainante.

Terminologie

Dans le présent formulaire, l'expression « date de cessation » (ou « date de prise d'effet de la cessation de la relation ») désigne le premier jour où une personne physique a cessé d'être autorisée à agir à titre de personne physique inscrite auprès de sa société parrainante ou qu'elle a cessé d'être une personne physique autorisée de sa société parrainante en raison de la fin de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire ou d'une modification à cette relation.

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Quand présenter ce formulaire

Présentez les réponses aux rubriques 1 à 4 dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la date de la cessation de relation.

Si vous devez remplir la rubrique 5, présentez les réponses dans un délai de 30 jours suivant la date de la cessation de relation. Si vous le faites en format BDNI après avoir présenté les réponses aux rubriques 1 à 4 à la BDNI, utilisez le type de demande « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation » pour remplir la rubrique 5 de ce formulaire.

Rubrique 1 Société

1. Nom : _____
2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 2 Personne physique

1. Nom : _____
2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 3 Établissement auquel la personne physique était rattachée

1. Adresse : _____
2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 4 Date et motif de la cessation de relation

1. Date de cessation/date de prise d'effet de la cessation de relation : _____
(AAAA/MM/JJ)

Il s'agit de la date à laquelle la personne physique a cessé d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription auprès de la société ou d'agir à titre de personne physique autorisée.

2. Motif de la cessation de relation (cochez la case appropriée)

- Démission volontaire
- Démission à la demande de la société
- Congédiement avec dossier en règle
- Congédiement justifié
- Fin de contrat à durée déterminée
- Retraite
- Décès
- Autre motif

Rubrique 5 Précisions sur la cessation de relation

Ne remplissez la rubrique 5 qu'en cas de démission ou de congédiement (justifiés ou non) ou si vous avez coché la case « Autre motif » à la rubrique 4.2. Dans l'espace prévu ci-dessous :

- indiquez le ou les motifs de la démission ou du congédiement ou l'autre motif de cessation de relation;
- si la réponse aux questions suivantes est « oui », donnez des précisions.

[Format BDNI seulement]

Cette information sera communiquée dans les 30 jours de la date de prise d'effet de la cessation de relation.

Sans objet : fin de contrat à durée déterminée, retraite ou décès.

Répondez aux questions suivantes selon les renseignements dont vous disposez.

Au cours des douze derniers mois :

| | Oui | Non |
|---|--------------------------|--------------------------|
| 1. La personne physique était-elle accusée d'une infraction criminelle? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La personne physique a-t-elle fait l'objet d'une enquête menée par un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou du secteur financier? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. La personne physique a-t-elle fait l'objet de mesures disciplinaires internes importantes de la part de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle relativement à ses activités en tant que personne inscrite? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Des plaintes écrites, des poursuites civiles ou des avis d'arbitrage ont-ils été déposés contre la personne physique ou la société relativement à des activités en valeurs mobilières menées par la personne physique pendant qu'elle était une personne inscrite ou une personne autorisée à agir au nom de la société? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. La personne physique a-t-elle des obligations financières non acquittées envers les clients de la société? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils subi des pertes financières importantes ou vu leur réputation entachée en raison de la conduite de la personne physique? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

7. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils enquêté sur la personne physique relativement à de possibles manquements importants aux obligations fiduciaires ou réglementaires, ou aux politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? Il peut s'agir d'opérations ou de recommandations de placement inappropriées, de vol ou de détournement de fonds ou de titres de clients, de dissimulation de pertes aux clients, de contrefaçon de signature de clients, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations délibérées et d'activités parallèles occultes.

8. La personne physique a-t-elle manqué à plusieurs reprises de respecter les politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle?

9. La personne physique a-t-elle géré de façon discrétionnaire des comptes de clients ou s'est-elle livrée à des activités nécessitant l'inscription sans être dûment inscrite ou sans l'autorisation de la société?

Motifs/Précisions : _____

Rubrique 6 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation, selon le cas. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 7 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises, quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 8 Attestation

Attestation – format BDNI :

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI :

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la société, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A
2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

ANNEXE 33-109A2
MODIFICATION OU RADIATION DE CATÉGORIES DE PERSONNES PHYSIQUES
(article 4.2 ou paragraphe 2 de l'article 2.2 ou 2.5)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique inscrite ou autorisée demande à ajouter ou à retirer des catégories d'inscription ou des activités autorisées.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique inscrite ou autorisée qui demande à ajouter ou à retirer des catégories d'inscription ou des activités autorisées.

Comment présenter ce formulaire

Ce formulaire doit être présenté sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Rubrique 1 Personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

Rubrique 2 Territoires d'inscription

1. Déposez-vous ce formulaire sous le régime de passeport ou en vertu d'un mode d'interaction pour l'inscription?

Ne cochez la case « Non » que si vous êtes inscrit, selon le cas :

a) dans un seul territoire du Canada;

b) dans plusieurs territoires du Canada et que vous demandez une modification ou la radiation :

i) dans un ou plusieurs territoires autres que le territoire principal, à l'exclusion de votre territoire principal.

Oui Non

2. Indiquez, en cochant les cases appropriées, chaque territoire dans lequel vous demandez la modification ou la radiation de catégories d'inscription.

Alberta

Colombie-Britannique

Île-du-Prince-Édouard

Manitoba

Nouveau-Brunswick

- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 3 Retrait de catégories

Quelles catégories demandez-vous à retirer?

Rubrique 4 Ajout de catégories

1. Quelles catégories demandez-vous à ajouter?

2. Si vous demandez à vous inscrire au Québec en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 5 Motifs de la demande de radiation

Si vous demandez à retirer une catégorie d'inscription ou une activité autorisée, indiquez les motifs de votre demande de radiation dans le territoire intéressé.

Rubrique 6 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les

renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 7 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 8 Attestation

Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI

En signant ci-dessous :

1. J'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

2. Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Signature de la personne physique

Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la personne physique, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

1. la personne physique dont le nom figure dans ce formulaire sera embauchée par la société comme personne physique inscrite ou non inscrite;

2. J'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique ou un directeur de succursale, un superviseur ou un autre dirigeant ou associé l'a fait et, à ma connaissance, elle les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A
2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

ANNEXE 33-109A3
ÉTABLISSEMENTS AUTRES QUE LE SIÈGE
(article 3.2)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser qu'un établissement a été ouvert ou fermé, ou que les renseignements sur un établissement ont été modifiés.

Cochez la case appropriée et remplissez le formulaire au complet :

- Ouverture d'un établissement
- Fermeture d'un établissement
- Modification des renseignements présentés précédemment au sujet d'un établissement. Précisez clairement les renseignements modifiés.

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Rubrique 1 Type d'établissement

- Succursale
- Sous-succursale ou établissement

Rubrique 2 Superviseur ou directeur de succursale

Nom du superviseur désigné ou du directeur de succursale : _____

Numéro BDNI du superviseur désigné ou du directeur de succursale : _____

Rubrique 3 Renseignements sur l'établissement

Adresse professionnelle : _____

Adresse postale (si elle est différente de l'adresse professionnelle) :

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Rubrique 4 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 5 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 6 Attestation

Attestation – format BDNI :

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI :

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la société, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A
2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

ANNEXE 33-109A4
INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE ET EXAMEN D'UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE
(article 2.2)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique demande à s'inscrire dans une catégorie ou demande un examen en tant que personne physique autorisée. Un seul formulaire doit être présenté, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles la personne demande à s'inscrire.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique qui demande à s'inscrire ou qui dépose ce formulaire en tant que personne physique autorisée en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

L'expression « société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme standardisés, notamment les contrats négociables, les options sur contrats à terme et les swaps dont le cours, la valeur ou les obligations de paiement sont fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

Les expressions « actionnaire important » et « actionnaire » désignent tout actionnaire qui, au total, est directement ou indirectement propriétaire de titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « personne autorisée » désigne, à l'égard d'un membre de l'OCRCVM, une personne qui est un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou un mandataire du membre et qui est autorisée par l'OCRCVM ou par un autre OAR canadien à remplir toute fonction prescrite par le règlement intérieur, les règlements ou les politiques de l'OCRCVM ou d'un autre OAR canadien.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies par la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

Comment présenter ce formulaire

Format BDNI

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca. Ne présentez qu'un seul formulaire, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles vous demandez à vous inscrire. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Format différent du format BDNI

Si vous vous prévaliez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement le numéro des rubriques et des questions. Remplissez et signez le formulaire, puis transmettez-le aux agents responsables, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux OAR ou aux autres autorités compétentes. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'agent responsable, de l'autorité en valeurs mobilières, ou de l'OAR.

Pour éviter tout retard dans le traitement de ce formulaire, veuillez répondre à toutes les questions qui s'appliquent à vous. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 Nom

1. Nom

Nom de famille (s.o.) Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom

Numéro BDNI (le cas échéant) : _____

2. Autres noms

Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms, par exemple un surnom ou un nom marital?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

3. Utilisation d'autres noms

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom ou exercé une activité sous un nom qui n'est pas un de ceux indiqués ci-dessus, par exemple le nom commercial d'une entreprise individuelle ou un nom d'équipe?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

Rubrique 2 Adresse domiciliaire

Indiquez toutes vos adresses domiciliaires des dix dernières années, y compris celles à l'étranger.

1. Adresses domiciliaires actuelles et antérieures

Numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Numéro de téléphone : _____

Date de début de la résidence à cette adresse (AAAA/MM) : _____

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, veuillez remplir l'appendice B.

2. Adresse postale

Cochez cette case si votre adresse postale est la même que votre adresse domiciliaire actuelle. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

Numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Rubrique 3 Renseignements personnels

1. Date de naissance : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Lieu de naissance : _____
(ville, province, territoire ou État, pays)
3. Sexe : Féminin Masculin
4. Couleur des yeux : _____
5. Couleur des cheveux : _____
6. Taille : _____ po ou _____ cm
7. Poids : _____ lb ou _____ kg

Rubrique 4 Citoyenneté

1. Renseignements sur la citoyenneté

Quel est votre pays de citoyenneté?

- Canada
- Autre, précisez : _____

2. Si vous êtes aussi citoyen d'un autre pays que le Canada, remplissez la section suivante.

Cochez cette case si vous n'avez pas de passeport valide. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

N° de passeport : _____

Date de délivrance : _____
(AAAA/MM/JJ)

Lieu de délivrance: _____
(ville, province, territoire ou État, pays)

Rubrique 5 Territoires d'inscription

1. Déposez-vous ce formulaire sous le régime de passeport ou en vertu d'un mode d'interaction pour l'inscription?

Ne cochez la case « Non » que si :

- a)* vous demandez à vous inscrire dans votre territoire principal seulement;
- b)* vous demandez un examen en tant que personne physique autorisée dans votre territoire principal seulement

et si vous n'êtes inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire du Canada.

Oui Non

- 2) Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez à vous inscrire ou demandez un examen en tant que personne physique autorisée :

- Tous les territoires
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard

- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 6 Catégories d’inscription

1. À l’appendice C, cochez la case correspondant à chaque catégorie dans laquelle vous demandez à vous inscrire en tant que personne physique ou demandez un examen en tant que personne physique autorisée. Si vous demandez un examen en tant que personne physique autorisée, cochez la case correspondant à chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

2. Si vous demandez à vous inscrire au Québec en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d’études, indiquez si vous êtes couvert par l’assurance responsabilité professionnelle de votre société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 7 Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez ce formulaire. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire ou une adresse professionnelle, mais pas une case postale. Veuillez remplir l’appendice D pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L’adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire n’est pas une personne physique, indiquez le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 8 Compétences

1. Renseignements sur les cours, les examens ou la formation

Indiquez à l'appendice E les cours et les examens obligatoires pour l'inscription ou l'autorisation que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé.

Cochez cette case si vous n'êtes pas tenu de suivre des cours ou de passer des examens en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés ou des règles d'un OAR.

2. Numéros d'étudiant

Le cas échéant, indiquez ci-dessous vos numéros d'étudiant pour les cours que vous avez réussis :

Formation mondiale CSI (auparavant « Institut canadien des valeurs mobilières ») : _____

Institut IFSE (auparavant « IFIC ») : _____

Institut des banquiers canadiens (IBC) : _____

CFA Institute (auparavant « AIMR ») : _____

Advocis (auparavant « CAIFA ») : _____

3. Refus de dispense

Un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés ou un OAR a-t-il déjà refusé de vous dispenser d'une obligation relative à un cours, un examen ou l'expérience?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

Rubrique 9 Établissement d'emploi

Établissement d'emploi

1. Fournissez les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, fournissez les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

2. Si le siège de la société est situé à l'étranger et (ou) que vous n'êtes pas résident du Canada, indiquez l'adresse de l'établissement où vous exercerez vos activités.

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Les points 3, 4 et 5 s'appliquent lorsque le format est différent du format BDNI.]

3. Type d'établissement (format différent du format BDNI) :

Siège Succursale ou établissement Sous-succursale

4. Nom du directeur de succursale : _____

5. Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse professionnelle indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 10 Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant et d'administrateur actuels

Remplissez l'appendice G pour chacune des activités professionnelles que vous exercez actuellement, notamment auprès de votre société parrainante ou à l'extérieur de celle-ci. Indiquez également tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

Rubrique 11 Emplois et autres activités antérieurs

Indiquez à l'appendice H vos antécédents professionnels pour les dix dernières années.

Rubrique 12 Démissions et cessation des fonctions

Avez-vous déjà démissionné, cessé vos fonctions ou fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

1. commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.1 de l'appendice I.

2. fait défaut de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.2 de l'appendice I.

3. commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.3 de l'appendice I.

Rubrique 13 Renseignements concernant la réglementation

1. Réglementation des valeurs mobilières et des dérivés

a) À l'exception de votre inscription ou autorisation à titre de personne physique autorisée sous ce numéro BDNI, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit auprès de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières (et) ou en dérivés ou détenez-vous actuellement ou avez-vous déjà détenu un permis délivré par cet organisme pour agir à ce titre?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 13.1*a* de l'appendice J.

b) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières et (ou) en dérivés ou un permis pour agir à ce titre vous a-t-il déjà été refusé dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*b* de l'appendice J.

c) A-t-on déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières et (ou) la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays, à l'exception du refus de dispense visé au paragraphe 3 de la rubrique 8 du présent formulaire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*c* de l'appendice J.

d) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires ou d'une ordonnance prononcée à la suite de mesures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*d* de l'appendice J.

2. Réglementation des OAR

a) À l'exception de votre autorisation accordée sous ce numéro BDNI, êtes-vous ou avez-vous déjà été une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé de devenir une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*b* de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires prises par un OAR ou un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*c* de l'appendice J.

3. Autre réglementation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit ou avez-vous déjà détenu un permis pour exercer auprès du public d'autres activités que des activités de courtage ou de conseil en valeurs mobilières et (ou) en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays (par exemple, comme agent d'assurance, agent immobilier, comptable, avocat ou enseignant)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou un permis en vertu d'une loi relativement à vos activités professionnelles non liées aux valeurs mobilières ou aux dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires en vertu d'une loi relativement à vos activités professionnelles non liées aux valeurs mobilières ou aux dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3c de l'appendice J.

Rubrique 14 Renseignements sur les infractions criminelles

Infractions à déclarer

Vous devez déclarer toutes les infractions criminelles commises dans une province, un territoire, un État ou un pays, notamment les infractions criminelles aux lois fédérales comme le *Code criminel* (Canada), la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), la *Loi sur la concurrence* (Canada), la *Loi sur l'immigration* (Canada) et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) (ou sa version antérieure, la *Loi sur les stupéfiants* (Canada)). Vous devez notamment déclarer les plaidoyers et verdicts de culpabilité pour conduite avec facultés affaiblies, qui relèvent du *Code criminel* (Canada). Si vous avez été reconnu coupable d'une infraction criminelle, vous devez le déclarer même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été accordée.

En réponse aux questions 2 et 4 ci-dessous, si vous ou votre société avez été reconnu coupable d'une infraction criminelle ou participé au Programme des mesures de rechange au cours des trois dernières années, vous devez déclarer l'infraction même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été accordée ou si l'accusation a été rejetée, retirée ou suspendue. Certaines exceptions décrites ci-dessous s'appliquent aux accusations suspendues et au Programme des mesures de rechange.

Les agents responsables ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières, ou un organisme d'autoréglementation peuvent traiter comme une omission de communiquer une information importante toute omission de déclarer une infraction criminelle à une loi, à l'exception de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada).

Infractions que vous n'avez pas à déclarer

Répondez « non » dans les circonstances suivantes.

Vous n'êtes pas tenu de déclarer ce qui suit :

- les crimes pour lesquels vous avez obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions s'ils ont été retirés du casier judiciaire conformément à la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada);
- les infractions pour excès de vitesse, stationnement interdit ou toute autre infraction pour lesquelles la réhabilitation a été octroyée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) et n'a pas été révoquée;
- les accusations d'infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité qui sont suspendues depuis au moins six mois;
- les accusations criminelles qui sont suspendues depuis au moins un an;
- les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) ou à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada).

En réponse aux questions 2 et 4 ci-dessous, vous n'êtes pas tenu de déclarer les infractions dont vous ou votre société avez été reconnu coupable et à l'égard desquelles

vous ou votre société avez participé au Programme des mesures de rechange il y a plus de trois ans.

1. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.1 de l'appendice K.

2. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.2 de l'appendice K.

3. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance relativement à une infraction criminelle contre une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important au moment où les faits reprochés ont eu lieu dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.3 de l'appendice K.

4. À votre connaissance, une société a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays lorsque vous en étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.4 l'appendice K.

Rubrique 15 Renseignements sur les poursuites civiles

1. Faites-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, dol, fausses déclarations ou manquement similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 15.1 de l'appendice L.

2. Avez-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile dans laquelle des allégations de fraude, de vol, de dol, de fausses déclarations ou de manquement similaire ont été prouvées dans un jugement dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 15.2 de l'appendice L.

Rubrique 16 Renseignements sur la situation financière

1. Faillite

Avez-vous ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà, en vertu des lois d'un territoire :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite, fait une cession volontaire en faillite ou été visé par une procédure analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1a de l'appendice M.

b) fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité ou fait l'objet d'une procédure analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1b de l'appendice M.

c) fait l'objet de procédures en vertu d'une loi en vue de la liquidation ou de la dissolution de la société ou en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1c de l'appendice M.

d) fait l'objet de procédures, intenté des procédures ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers, y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'autorité de réglementation pour prendre possession de vos biens?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1d de l'appendice M.

2. Dettes

Au cours des dix dernières années, avez-vous été incapable d'acquitter une obligation financière de 5 000 \$ ou plus à son échéance ou, à votre connaissance, une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été incapable d'acquitter une obligation financière de 5 000 \$ ou plus à son échéance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.2 de l'appendice M.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.3 de l'appendice M.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Une autorité d'une province, d'un territoire ou d'un État, ou un tribunal a-t-il déjà prononcé contre vous, concernant vos dettes, ou, à votre connaissance, contre une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important, concernant vos dettes :

a) une saisie-arrêt? Oui Non

b) un jugement non exécuté? Oui Non

c) une directive de paiement? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.4 de l'appendice M.

Rubrique 17 Propriété de sociétés de valeurs mobilières et de dérivés

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières et (ou) en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice N.

Rubrique 18 Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous attestez que, dans chaque territoire du Canada où vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, vous avez procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire.

Rubrique 19 Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez d'être assujetti aux lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés de chaque territoire du Canada et au règlement intérieur, aux règlements, décisions et politiques (ci-après, les « règles ») des OAR auxquels vous le présentez. Vous acceptez notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités que vous exercez à titre de personne inscrite ou d'associé, d'administrateur ou de dirigeant d'une personne inscrite en vertu de ces lois ou à titre de personne autorisée en vertu de ces règles.

Rubrique 20 Avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice O et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi si elles en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice O. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

OAR

La collecte de renseignements personnels vise principalement à évaluer votre aptitude à l'inscription ou à l'autorisation et à vérifier que vous y demeurez apte, conformément à la législation en valeurs mobilières applicable et aux règles des OAR.

En présentant ce formulaire, vous autorisez les OAR concernés à recueillir tout renseignement provenant de toute source, notamment des renseignements personnels confidentiels vous concernant qui sont protégés par la loi, comme les dossiers des autorités policières, le dossier de crédit, les relevés d'emploi, le dossier scolaire et les attestations de réussite de cours, ainsi que les dossiers d'autres organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux, commissions de valeurs, bourses ou autres OAR, organismes privés ou publics, personnes physiques ou morales, selon ce qui est nécessaire pour examiner ce formulaire ou vérifier que vous demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, conformément aux règles des OAR, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Vous consentez également au transfert de renseignements

confidentiels entre les OAR, commissions de valeurs ou bourses auxquels vous demandez ou pourriez ultérieurement demander l'inscription ou l'autorisation, ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation, pour évaluer si vous êtes ou demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, ou dans le cadre d'une enquête ou de l'exercice de tout pouvoir réglementaire, que vous soyez ou non actuellement inscrit auprès d'eux ou autorisé par eux.

En présentant ce formulaire, vous atteste que vous comprenez les règles des OAR compétents auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre. Vous vous engagez également à vous familiariser avec les règles des OAR auxquels vous ou votre société parrainante adhérez. Vous acceptez d'être lié par les règles, leurs modifications et leurs suppléments, de les observer, de vous y conformer et de vous tenir informé des modifications et suppléments. Vous acceptez la compétence des OAR auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre ou le deviendra, ainsi que celle, le cas échéant, de leurs gouverneurs, administrateurs et comités. Vous convenez que toute inscription accordée conformément à ce formulaire peut être radiée d'office ou suspendue et toute autorisation accordée peut être révoquée ou suspendue, à tout moment, conformément aux règles alors applicables des OAR. En cas de radiation d'office ou de révocation, vous devez cesser toutes les activités qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation, puis vous abstenir de dispenser des services qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation pour tout membre des OAR ou toute société autorisée du même groupe que le membre sans obtenir l'autorisation des OAR ou vous inscrire auprès d'eux conformément à leurs règles.

En présentant ce formulaire, vous vous engagez à aviser les OAR auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation ou pourraient vous l'accorder ultérieurement de tout changement important dans les renseignements fournis aux présentes, conformément à leurs règles. Vous acceptez que le formulaire soit transmis, sans modification, aux autres OAR auxquels vous pourriez demander l'inscription ou l'autorisation ultérieurement.

Vous atteste que vous avez discuté des questions posées dans ce formulaire et de la présente convention avec un dirigeant autorisé ou un directeur de succursale de votre société parrainante membre et que celui-ci est convaincu, à votre connaissance, que vous avez bien compris les questions et les conditions de la présente convention. Vous atteste également que vos activités professionnelles assujetties à la réglementation sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés seront strictement limitées à celles qui sont autorisées dans votre catégorie d'inscription ou d'autorisation.

Rubrique 21 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 22 Attestation

1. Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Attestation – format différent du format BDNI

Personne physique

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ou dépose ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- J'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date

Associé ou dirigeant autorisé de la société

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'entremise de l'autorité principale, pour le compte de la personne physique :

- la personne physique dont le nom figure dans ce formulaire sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique, ou un directeur de succursale, un superviseur ou un autre dirigeant ou associé l'a fait, et à ma connaissance, elle les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Noms (rubrique 1)

Rubrique 1.2 Autres noms

Nom 1

Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Nom 2

Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom) : _____

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Nom 3

Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Rubrique 1.3 Utilisation d'autres noms

Nom 1

Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) : _____

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 2

Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 3

Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

(AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE B
Adresse domiciliaire (rubrique 2)

Rubrique 2.1 Adresses domiciliaires actuelles et antérieures

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, indiquez toutes vos adresses des dix dernières années.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant à vos adresses antérieures.

Adresse 1

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De :

À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Adresse 2

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De :

À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Adresse 3

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De :

À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

APPENDICE C
Catégories d'inscription (rubrique 6)

Cochez les cases correspondant aux catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription, l'autorisation ou l'examen à titre de personne physique autorisée.

Catégories communes à tous les territoires en vertu de la législation en valeurs mobilières

Catégories de sociétés (format différent du format BDNI seulement)

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Gestionnaire de fonds d'investissement

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (membres de l'ACCFM)
- Autorisation de l'OCRCVM

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

Catégories d'autorisation

- Haute direction
- Administrateur (industrie)
- Administrateur (autre industrie)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Catégories d'autorisation supplémentaires

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable

Produits

- Non-négociant
- Titres
- Options
- Contrats à terme et options sur contrats à terme
- Fonds mutuels seulement

Client

- Détail
- Institutionnel
- Sans objet

Gestion de portefeuille

- Gestion de portefeuille

Catégories prévues par la législation locale sur les contrats à terme standardisés sur marchandises et les dérivés

Ontario

Catégories de sociétés

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Autorisation de l'OCRCVM

Manitoba

Catégories de sociétés

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller
- Catégorie locale

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
- Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme
- Autorisation de l'OCRCVM
- Catégorie locale

Québec - activités en dérivés

À titre informatif, indiquez si vous exercerez l'activité de représentant des personnes suivantes :

- Courtier en placement agissant comme courtier en dérivés
- Gestionnaire de portefeuille agissant comme gestionnaire de portefeuille en dérivés

APPENDICE D
Domicile élu et mandataire aux fins de signification (rubrique 7)

Rubrique 7.1 Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Rubrique 7.2 Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____
(*le cas échéant*)

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE E
Compétences (rubrique 8)

Rubrique 8.1 Renseignement sur les cours, les examens ou la formation

| Cours, examen ou autre formation | Date de fin (AAAA/MM/JJ) | Date de la dispense (AAAA/MM/JJ) | Agent responsable/autorité en valeurs mobilières qui a accordé la dispense |
|----------------------------------|--------------------------|----------------------------------|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

APPENDICE F
Compétences (rubrique 8.3)

Rubrique 8.3 Refus de dispense

Veillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

1. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

3. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE G
Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant et d'administrateur actuels
(rubrique 10)

Remplissez l'appendice G pour chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante et de toute autre organisation. Indiquez notamment tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

1. **Date de début** : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. **Renseignements sur la société**

Cochez cette case si l'activité est un emploi auprès de votre société parrainante.

Si vous exercez l'activité auprès de votre société parrainante, vous n'avez pas à fournir ci-dessous le nom de l'entreprise ni son adresse :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

3. **Description des fonctions**

Décrivez les emplois et activités professionnelles liés à cet employeur. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, votre titre ou votre relation avec l'entreprise. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience auprès de cette société, notamment votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années de service ainsi que le temps consacré à chaque activité, évalué en pourcentage :

4. **Nombre d'heures de travail hebdomadaires**

Indiquez le nombre d'heures que vous consacrez chaque semaine à ces activités professionnelles : _____

Si cette activité est un emploi auprès de votre société parrainante et que vous travaillez moins de 30 heures par semaine, fournissez des explications :

5. **Conflits d'intérêts**

Si vous avez plusieurs employeurs ou que vous exercez des activités professionnelles, déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant de vos multiples emplois ou de vos activités professionnelles actuelles ou projetées. Indiquez notamment si vos employeurs ou les sociétés auprès desquelles vous exercez des activités professionnelles sont cotés en bourse. Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et, le cas échéant, confirmez que vous les connaissez.

Si vous ne jugez pas que cet emploi occasionne des conflits d'intérêts, fournissez des explications : _____

APPENDICE H
Emplois et autres activités antérieurs (rubrique 11)

Fournissez les renseignements suivants sur les emplois que vous avez occupés et les autres activités que vous avez exercées au cours des dix dernières années. Tenez compte de toutes les activités, y compris les emplois à temps partiel et à temps plein, le travail autonome ou le service militaire. Indiquez notamment si vous étiez sans emploi, étudiant à temps plein ou tout autre statut similaire. N'indiquez pas les emplois de quatre mois ou moins occupés durant vos études, sauf s'ils étaient dans les secteurs des valeurs mobilières, des dérivés ou des services financiers.

Outre ces renseignements, veuillez fournir l'information sur les emplois et activités dans le(s) secteur(s) des valeurs mobilières et (ou) des dérivés que vous avez exercés pendant cette période et auparavant.

- Sans emploi
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

Du : _____
(AAAA/MM)

Au : _____
(AAAA/MM)

Remplissez la section suivante seulement si vous êtes employé ou travailleur autonome ou que vous l'étiez pendant cette période.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : _____

Décrivez l'activité de la société, votre poste, vos fonctions et votre relation avec la société. Si vous demandez l'inscription dans une catégorie qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience, notamment votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience à ce poste et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité.

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

APPENDICE I
Démissions et cessation des fonctions (rubrique 12)

Rubrique 12.1

Pour chaque allégation d'infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite interne ou externe, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

Rubrique 12.2

Pour chaque allégation d'omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

Rubrique 12.3

Pour chaque allégation de fraude ou d'appropriation illégale de biens, y compris le vol, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

APPENDICE J
Renseignements concernant la réglementation (rubrique 13)

Rubrique 13.1 Réglementation des valeurs mobilières et des dérivés

a) Pour chaque inscription ou permis, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés auprès duquel vous êtes ou étiez inscrit ou qui a délivré le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a refusé l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque dispense d'inscription ou permis refusé, à l'exception de ce qui est indiqué au paragraphe 3 de la rubrique 8 du présent formulaire, indiquez ci-dessous : 1) la partie qui s'est vue refuser la dispense d'inscription ou de permis; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a refusé d'accorder la dispense ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis dont la dispense a été refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

d) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent.

Rubrique 13.2 Réglementation des OAR

a) Pour chaque autorisation, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui vous a accordé le statut de personne autorisée; 3) les catégories d'autorisation; 4) la période d'autorisation.

b) Pour chaque autorisation refusée, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a refusé l'autorisation; 3) la catégorie de l'autorisation refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions infligées,

le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

Rubrique 13.3 Autre réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation ou de la loi régissant l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation qui a refusé l'inscription ou le permis ou de la loi en vertu de laquelle il l'a été; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'autorité de réglementation peut exiger.

APPENDICE K
Renseignements sur les infractions criminelles (rubrique 14)

Rubrique 14.1

Pour chaque accusation, indiquez ci-dessous : 1) le type d'accusation; 2) la date de l'accusation; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 4) l'emplacement du tribunal.

Rubrique 14.2

Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle, indiquez ci-dessous : 1) l'infraction; 2) la date de la déclaration de culpabilité; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

Rubrique 14.3

Pour chaque accusation, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le type d'accusation; 3) la date de l'accusation; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 5) l'emplacement du tribunal.

Rubrique 14.4

Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) l'infraction; 3) la date de la condamnation; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

APPENDICE L
Renseignements sur les poursuites civiles (rubrique 15)

Rubrique 15.1

Pour chaque poursuite civile en instance, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom du ou des demandeurs; 3) si la poursuite est en instance ou si la décision a été portée en appel; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été personnellement désigné dans les allégations; 5) le territoire où la poursuite a été intentée.

Rubrique 15.2

Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) le territoire où la poursuite a été intentée; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été personnellement désigné dans les allégations; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement pour une somme supérieure à 10 000 \$. Le cas échéant, indiquez les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.

APPENDICE M
Renseignements sur la situation financière (rubrique 16)

Rubrique 16.1 Faillite

a) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la requête de mise en faillite ou de la cession volontaire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) la date de la libération, le cas échéant; 8) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

b) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la proposition concordataire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

c) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la procédure; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

d) Pour chaque procédure, concordat ou compromis avec les créanciers, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la procédure; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

Rubrique 16.2 Dettes

Pour chaque événement, indiquez ci-dessous : 1) la personne ou la société qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières; 2) le montant dû au moment où la personne ou la société a manqué à ses obligations; 3) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement final a été effectué); 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger, y compris le motif pour lequel l'obligation n'a pas été respectée.

Rubrique 16.3 Cautionnement ou assurance détournement et vol

Pour chaque cautionnement ou assurance refusés, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement; 2) l'adresse de cette société; 3) la date du refus; 4) les motifs du refus.

Rubrique 16.4 Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement relative à vos dettes, indiquez ci-dessous : 1) le montant dû au moment où a été prononcé la saisie-arrêt, le jugement non exécuté ou la directive de paiement; 2) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement final a été effectué); 4) le pourcentage des bénéfices devant être saisis ou le montant à payer; 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

g) Nom du propriétaire véritable :

| Nom de famille | Prénom | Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i> | Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i> |
|----------------|--------|--|---|
|----------------|--------|--|---|

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE O

Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A
2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

ANNEXE 33-109A5
MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION
(articles 3.1 et 4.1)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser que des renseignements fournis dans les formulaires suivants ont été modifiés :

1. le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, sauf en ce qui concerne les modifications visées à l'article 3.1 de la Norme canadienne 33-109 sur les *Renseignements concernant l'inscription*;
2. le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca, pour signaler des modifications aux renseignements fournis dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Ce formulaire doit être présenté dans un format différent du format BDNI pour signaler des modifications aux renseignements fournis dans les formulaires suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, si la personne physique se prévaut de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*.

Rubrique 1 Type de formulaire

Cochez le formulaire mis à jour :

- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6
- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4
Nom de la personne physique : _____
- Formulaire 3]

Rubrique 2 Détails de la modification

Indiquez le numéro des rubriques du formulaire ci-dessus qui sont modifiées et fournissez des détails.

Numéro de la rubrique : _____ Détails : _____

Date de prise d'effet de la modification : _____
(AAAA/MM/JJ)

Rubrique 3 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et

obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 4 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises, quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 5 Attestation

1. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format BDNI lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

3. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI sous le régime de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription* lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A
2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

**ANNEXE 33-109A6
INSCRIPTION D'UNE SOCIÉTÉ**

Qui doit remplir ce formulaire?

Ce formulaire s'adresse aux sociétés qui demandent à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

Ce formulaire doit être rempli et présenté pour demander l'inscription initiale à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement ou inscrire une société dans des catégories ou des territoires du Canada supplémentaires.

Définitions

« autorité principale » : se reporter à la Norme canadienne 33-109.

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription (site Web : www.nrd-info.ca);

« chef de la conformité » : se reporter à l'article 2.1 de la Norme canadienne 31-103;

« contrôle significatif » : l'exercice du contrôle par une personne sur une autre dans les cas suivants :

la personne détient directement ou non des titres avec droit de vote représentant plus de 20 % des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote en circulation de l'autre personne;

la personne peut élire ou nommer directement ou non la majorité des administrateurs de l'autre personne ou des personnes physiques qui exercent des fonctions analogues pour le compte de celle-ci;

« dérivés » : instruments financiers comme les contrats à terme standardisés, notamment les contrats négociables, les options sur contrats à terme et les swaps dont le cours, la valeur ou les obligations de paiement sont fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents; les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres;

« filiale visée » : personne sur laquelle une autre personne exerce un contrôle significatif;

« formulaire » : l'Annexe 33-109A6, Inscription d'une société;

« membre du même groupe visé » : société mère de la société, filiale visée de la société ou filiale visée de la société mère de la société;

« nous » et « autorité » : l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du ou des territoires du Canada dans lesquels la société demande à s'inscrire.

« OAR » : se reporter à la Norme canadienne 14-101 sur les *Définitions*;

« personne désignée responsable » : se reporter à l'article 2.1 de la Norme canadienne 31-103;

« personne physique autorisée » : se reporter à la Norme canadienne 33-109;

« Norme canadienne 31-103 » : la Norme canadienne 31-103 sur les *Obligations et dispenses d'inscription*;

« Norme canadienne 33-109 » : la Norme canadienne 33-109 sur les *Renseignements concernant l'inscription*;

« société » : la personne qui demande à s'inscrire;

« société mère » : personne qui exerce un contrôle significatif sur une autre personne, directement ou non;

« société préexistante » : l'entité visée à la question 3.6 de ce formulaire;

« vous » : la personne physique qui remplit, présente, dépose et (ou) signe ce formulaire pour le compte de la société;

Contenu du formulaire

Ce formulaire comporte les parties et appendices suivants :

- Partie 1 – Renseignements sur l’inscription
- Partie 2 – Coordonnées
- Partie 3 – Antécédents et structure de la société
- Partie 4 – Inscriptions antérieures
- Partie 5 – Situation financière
- Partie 6 – Relations avec les clients
- Partie 7 – Mesures prises en application de la *loi*
- Partie 8 – Poursuites
- Partie 9 – Attestation
- Appendice A – Coordonnées relatives à l’avis de collecte et d’utilisation de renseignements personnels
- Appendice B – Acte d’acceptation de compétence et de désignation d’un mandataire aux fins de signification
- Appendice C – Annexe 31-103A1, Calcul de l’excédent du fonds de roulement

Vous êtes tenu de joindre au formulaire dûment rempli les documents justificatifs

suivants :

1. L'Appendice B – Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification pour chaque territoire dans lequel la société demande à s'inscrire (question 2.4)
2. Le plan d'affaires, le manuel des politiques et procédures et les conventions conclues avec les clients (Colombie-Britannique, Alberta et Manitoba seulement) (question 3.3)
3. Les documents constitutifs (question 3.7)
4. L'organigramme de la société (question 3.11)
5. L'organigramme des propriétaires (question 3.12)
6. Le calcul de l'excédent du fonds de roulement (question 5.1)
7. La résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance (question 5.7)
8. Les états financiers vérifiés (question 5.13)
9. La lettre d'instructions au vérificateur (question 5.14)

Comment remplir et présenter ce formulaire

La société doit payer des droits d'inscription dans chaque territoire où elle présente et dépose ce formulaire. Consulter les droits prescrits du territoire concerné.

Tous les montants sont en dollars canadiens. Si une question n'est pas pertinente pour la société, inscrivez « s.o. » dans l'espace prévu.

Si la société demande à s'inscrire dans plusieurs territoires du Canada ou plusieurs catégories, à l'exception de celle de courtier d'exercice restreint, il vous suffit de présenter un formulaire. Si la société demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint, présentez et déposez le formulaire dans chaque territoire concerné.

Vous pouvez remplir ce formulaire :

- sur papier, puis le transmettre à l'autorité principale ou à l'OAR compétent;
- sur papier, puis le numériser et l'envoyer par courrier électronique à l'autorité principale ou à l'OAR compétent.

Si la société demande à s'inscrire en Ontario et que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario n'est pas son autorité principale, vous devez aussi déposer un exemplaire de ce formulaire, sans les documents justificatifs, auprès de la Commission.

Vous trouverez les coordonnées nécessaires pour présenter et déposer ce formulaire à l'Annexe B de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 33-109 sur les *Renseignements concernant l'inscription*.

Nous pouvons accepter ce formulaire dans d'autres formats. Veuillez vous renseigner auprès de l'autorité avant de le remplir, de le présenter et de le déposer. Si vous remplissez le formulaire sur papier et que vous avez besoin d'espace supplémentaire pour répondre à une question, annexe les détails sur une feuille séparée en indiquant clairement le numéro de la question.

Vous devez joindre tous les documents justificatifs et droits à votre demande. Nous pourrions vous demander des renseignements et des documents supplémentaires pour évaluer l'aptitude de la société à l'inscription.

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Mise à jour de l'information fournie sur ce formulaire

Voir la partie 3 de la Norme canadienne 33-109.

La société est tenue d'aviser l'autorité dans les délais prescrits de toute modification de l'information fournie sur ce formulaire en présentant et déposant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 Modification des renseignements concernant l'inscription.

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Nous et les OAR (le cas échéant) nous servons des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire dans le cadre de l'examen visant à établir si la société est apte à l'inscription. Nous nous servons aussi de ces renseignements pour vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est approuvée.

Nous pouvons seulement :

- recueillir les renseignements personnels en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés;
- nous servir des renseignements aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

Nous pouvons recueillir des renseignements personnels à partir des dossiers des autorités policières, des dossiers d'autres organismes de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes publics ou privés, de personnes physiques ou morales et d'autres organismes. Nous pouvons aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.

Nous pouvons fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de réglementation, à des bourses de valeurs ou de dérivés, à des OAR ou à des organismes analogues dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.

Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation de renseignements personnels à l'autorité ou à l'OAR compétent du territoire du Canada concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Partie 1 – Renseignements sur l'inscription

1.1. Nom complet de la société

Indiquez le nom complet de la société qui figure dans les documents constitutifs visés à la question 3.7. Si la société est une entreprise individuelle, indiquez vos prénoms et votre nom.

Si la société a un nom français et un nom anglais, indiquez les deux.

1.2. Numéro BDNI de la société

Pour plus de renseignements, consultez le site www.nrd-info.ca.

1.3. Pourquoi présentez-vous ce formulaire?

Remplissez :

- pour demander l'inscription initiale de la société dans au moins un territoire du Canada Le formulaire au complet
- pour inscrire la société dans au moins un autre territoire du Canada Les questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 2.4, et la partie 9
- pour inscrire la société dans au moins une autre catégorie Les questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 5.1, 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 5.8 et les parties 6 et 9

La société demande-t-elle des dispenses en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

| |
|--|
| Type de dispense |
| Législation |
| Territoire(s) où la société demande la dispense AB <input type="checkbox"/> BC <input type="checkbox"/> MB <input type="checkbox"/> NB <input type="checkbox"/> NL <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/> NS <input type="checkbox"/> NU <input type="checkbox"/> ON <input type="checkbox"/> PE <input type="checkbox"/> QC <input type="checkbox"/> SK <input type="checkbox"/> YT <input type="checkbox"/> |

Partie 2 – Coordonnées

Adresses

2.1. Adresse du siège

Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.

| | |
|---------------------|--------------------------|
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |
| Numéro de téléphone | Numéro de télécopieur |
| Site Web | |

Si le siège de la société est situé au Canada, passez à la question 2.3.

Si le siège de la société n'est pas situé au Canada, passez à la question 2.2.

2.2. Sociétés dont le siège n'est pas situé au Canada

a) La société a-t-elle des adresses professionnelles au Canada?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez l'adresse professionnelle principale de la société au Canada :

| | |
|-------------------|---------------------|
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire |
| Code postal | |

L'autorité en valeurs mobilières de ce territoire du Canada est l'autorité principale de la société au Canada.

b) Si la société n'est inscrite dans aucun territoire du Canada ou n'a pas terminé son premier exercice depuis son inscription, indiquez le territoire du Canada dans lequel elle s'attend à ce que la plupart de ses clients résident à la fin de l'exercice en cours. Dans tous les autres cas, indiquez le territoire du Canada dans lequel la plupart des clients de la société résidaient à la fin de son dernier exercice.

AB BC MB NB NL NT NS NU ON PE QC SK YT

Une case postale **2.3. Adresse postale**

est une adresse postale acceptable.

Cochez cette case si l'adresse postale est celle du siège.

| | |
|-------------------|--------------------------|
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |

Si la société n'a pas de bureau dans le territoire du Canada où elle demande à s'inscrire, elle doit désigner un mandataire aux fins de signification dans ce territoire.

2.4. Domicile élu et mandataire aux fins de signification

Joignez une Annexe B, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification dûment remplie pour chaque territoire dans lequel la société demande à s'inscrire et n'a pas de bureau.

Personnes-ressources

2.5. Personne désignée responsable

La société inscrite doit nommer une personne physique inscrite dans la catégorie de personne désignée responsable.

| | |
|--|--------------------------|
| Nom | |
| Titre | |
| Numéro BDNI, le cas échéant | |
| Adresse <input type="checkbox"/> Cochez cette case si l'adresse est celle du siège de la société. | |
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |
| Numéro de téléphone | Adresse électronique |

2.6. Chef de la conformité

Cochez cette case si cette personne est la personne désignée responsable

La société inscrite doit nommer une personne physique inscrite dans la catégorie de chef de la conformité.

| | |
|--|--------------------------|
| Nom | |
| Titre | |
| Numéro BDNI, le cas échéant | |
| Adresse <input type="checkbox"/> Cochez cette case si l'adresse est celle du siège de la société. | |
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |
| Numéro de téléphone | Adresse électronique |

Partie 3 – Antécédents et structure de l'entreprise

Activités

3.1. Activités de la société

Fournissez une description des activités que la société prévoit exercer, notamment ses activités principales, le marché visé et les produits et services qu'elle fournira à ses clients.

3.2. Autres noms

La société utilise-t-elle des noms différents de celui indiqué à la question 1.1, comme un nom commercial?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez tous les autres noms en précisant s'ils sont déposés :

3.3. Documents commerciaux

La société dispose-t-elle des documents suivant à l'appui de ses activités?

| | Oui | Non |
|--|-----|-----|
| a) Un plan d'affaires pour au moins les trois prochains exercices | | |
| b) Un manuel des politiques et procédures prévoyant notamment des procédures d'ouverture de compte et une politique de répartition équitable des possibilités de placement, le cas échéant | | |

Si vous avez répondu « non », expliquez pourquoi la société ne dispose pas du document :

Si l'autorité de la Colombie-Britannique, de l'Alberta ou du Manitoba est l'autorité principale de la société qui demande à s'inscrire, joignez le plan d'affaires de celle-ci, son manuel des politiques et procédures et les conventions conclues avec ses clients, y compris la politique de placement et les conventions de gestion des placements.

Antécédents de la société

3.4. Date de constitution de la société

3.5. Mode de constitution de la société

Société en démarrage Passez à la question 3.7.
Fusion ou regroupement Passez à la question 3.6.
Réorganisation Passez à la question 3.6.
Autre arrangement Précisez ci-dessous et passez à la question 3.6.

3.6. Sociétés préexistantes

Indiquez les entités dont la fusion, le regroupement ou la réorganisation a donné naissance à la société ou celles qui ont fait l'objet d'un autre arrangement à cette fin.

| |
|--|
| |
|--|

3.7. Documents constitutifs

Joignez les documents constitutifs de la société, par exemple ses statuts et son certificat de constitution, toute modification, tout contrat de société ou acte de fiducie. Si la société est une entreprise individuelle, fournissez un exemplaire de la déclaration d'immatriculation.

Nous pouvons demander aux sociétés dont le siège n'est pas situé au Canada de joindre une preuve d'inscription à leurs documents constitutifs.

Structure et propriété de la société

3.8. Type de structure juridique

Entreprise individuelle
Société de personnes
Société en commandite _____ Nom du commandité :
Société par actions
Autre Précisez : _____

3.9. Numéro matricule, le cas échéant

Il s'agit du numéro matricule de la société ou de son numéro d'entreprise du Québec (NEQ).

Indiquez le numéro matricule de la société dans chaque territoire du Canada où elle demande à s'inscrire.

| Numéro matricule | Territoire du Canada |
|------------------|----------------------|
| | |
| | |
| | |
| | |

3.10. Personnes physiques autorisées

Indiquez toutes les personnes physiques autorisés de la société.

| Nom | Titre | Numéro BDNI, le cas échéant |
|-----|-------|-----------------------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

3.11. Organigramme de la société

Joignez un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure toutes les personnes physiques autorisées, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

3.12. Organigramme des propriétaires

Joignez un organigramme illustrant la structure et la propriété de la société. Inclure au moins chaque société mère, membre du même groupe visé et filiale visée.

Indiquez le nom de la personne, la catégorie, le type et le nombre de titres détenus ainsi que le pourcentage des droits de vote.

Partie 4 – Inscriptions antérieures

Les questions de la partie 4 concernent tous les pays.

4.1. Inscription pour exercer des activités en valeurs mobilières

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été inscrits ou ont-ils détenu un permis pour agir à titre de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque inscription :

| | |
|--|--|
| Nom de l'entité | |
| Catégorie d'inscription | |
| Autorité/organisme | |
| Date d'inscription ou d'obtention du permis (aaaa/mm/jj) | Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Territoire | |

4.2. Dispense d'inscription pour exercer des activités en valeurs mobilières

La société est-elle actuellement dispensée de s'inscrire ou de détenir un permis pour agir à titre de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

| |
|--|
| Type de dispense |
| Autorité/organisme |
| Date d'obtention de la dispense (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

4.3. Adhésion à une bourse ou à un OAR

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été membres d'une bourse de valeurs ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque adhésion :

| | |
|---------------------------------|--|
| Nom de l'entité | |
| Organisme | |
| Date de l'adhésion (aaaa/mm/jj) | Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Territoire | |

4.4. Dispense d'adhésion à une bourse ou un OAR

La société est-elle actuellement dispensée de l'adhésion à une bourse de valeurs ou de dérivés, à un OAR ou à un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

| |
|----------------------------------|
| Type de dispense |
| Organisme |
| Date de la dispense (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

4.5. Refus d'inscription, de permis ou d'adhésion

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé se sont-ils déjà vus refuser l'inscription auprès d'un organisme de réglementation des services financiers ou un permis délivré par un tel organisme, ou l'adhésion à une bourse de valeurs ou de dérivés, à un OAR ou à un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque refus :

| |
|----------------------------|
| Nom de l'entité |
| Motif du refus |
| Autorité/organisme |
| Date du refus (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

4.6. Inscription pour d'autres produits financiers

Les autres produits financiers sont notamment la planification financière, les polices d'assurance-vie et les prêts hypothécaires.

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été inscrits ou ont-ils détenu un permis en vertu d'une loi exigeant l'inscription ou l'obtention d'un permis pour vendre d'autres produits financiers que des valeurs mobilières ou des dérivés ou fournir des conseils à leur égard?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque inscription ou permis :

| | |
|---------------------------------|--|
| Nom de l'entité | |
| Type de permis ou d'inscription | |
| Autorité/organisme | |
| Date d'inscription (aaaa/mm/jj) | Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Territoire | |

Partie 5 – Situation financière

Obligations en matière de capital

5.1. Calcul de l'excédent du fonds de roulement

Joignez le calcul de l'excédent du fonds de roulement de la société. Les sociétés membres d'un OAR doivent utiliser le formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement prescrit par celui-ci. Les sociétés qui ne sont pas membres d'un OAR doivent utiliser le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement. Reportez-vous à l'Annexe C.

5.2. Sources de capitaux

Indiquez toutes les sources de liquidités, de capitaux d'emprunt et de capitaux propres de la société.

| Nom de la personne ou de l'entité fournissant les capitaux | Type de capitaux | Montant (\$) |
|--|------------------|--------------|
| | | |
| | | |
| | | |

5.3. Garants

Voir à l'Annexe C l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement.

Relativement à ses activités, la société :

| | Oui | No n |
|--|-----|---------|
| a) a-t-elle des garants? | | |
| b) agit-elle à titre de garant d'une autre partie? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque garantie :

| | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Nom de la partie à la garantie | |
| Numéro BDNI, le cas échéant | |
| Relation avec la société | Montant de la garantie (\$) |
| Détail de la garantie | |

Cautionnement et assurance

Les questions 5.4 à 5.8 ne concernent que le cautionnement ou l'assurance actuels ou projetés de la société pour les activités en valeurs mobilières et en dérivés. Elles sont conformes à la section 2 de la partie 12 de la Norme canadienne 31-103.

5.4. Territoires visés

Ces renseignements figurent sur l'assurance d'institution financière.

Dans quels territoires la société a-t-elle un cautionnement ou une assurance?

- AB
- BC
- MB
- NB
- NL
- NT
- NS
- NU
- ON
- PE
- QC
- SK
- YT

Si le cautionnement ou l'assurance de la société ne couvre pas tous les territoires du Canada dans lesquels elle demande à s'inscrire, fournissez des explications.

| |
|--|
| |
|--|

5.5. Détails du cautionnement ou de l'assurance

Ces renseignements figurent dans la note de couverture de l'assurance ou sur l'assurance d'institution financière.

| | |
|---|-------------------------------------|
| Nom de l'assureur | |
| Numéro du cautionnement ou de la police | |
| Conditions et clauses particulières | |
| Garantie par réclamation (\$) | Plafond annuel (\$) |
| Franchise (\$) | Date de renouvellement (aaaa/mm/jj) |

Si l'assurance actuelle ou projetée de la société n'est pas une assurance d'institution financière, expliquez en quoi elle offre une garantie équivalente.

| |
|--|
| |
|--|

5.6. Assurance responsabilité professionnelle (Québec seulement)

Si la société demande à s'inscrire au Québec à titre de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourses d'études, fournissez les renseignements suivants sur son assurance responsabilité professionnelle :

| | |
|--|-------------------------------------|
| Nom de l'assureur | |
| Numéro de la police | |
| Conditions et clauses particulières | |
| Garantie par réclamation (\$) | Plafond annuel (\$) |
| Franchise (\$) | Date de renouvellement (aaaa/mm/jj) |
| Territoires visés : | |
| AB BC MB NB NL NT NS NU ON PE Q SK YT C | |
| <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| Précisez la police qui s'applique à vos représentants : | |
| La police de la société <input type="checkbox"/> Leur police <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> | |

5.7. Résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance

Joignez la résolution du conseil d'administration confirmant que la société dispose d'une assurance suffisante pour ces activités en valeurs mobilières ou en dérivés.

5.8. Réclamations en vertu du cautionnement ou de l'assurance

Au cours des sept dernières années, la société a-t-elle fait des réclamations en vertu d'un cautionnement ou de son assurance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque réclamation :

| | |
|--|--------------|
| Type de cautionnement ou d'assurance | |
| Date de la réclamation (aaaa/mm/jj) | Montant (\$) |
| Motif de la réclamation | |
| Date de règlement (aaaa/mm/jj) | Résultat |
| Territoire | |

Solvabilité

5.9. Faillite

Au cours des sept dernières années, la société ou un membre du même groupe visé ont-ils fait faillite, fait une cession en faillite ou une proposition concordataire, fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou l'équivalent dans un territoire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque faillite ou cession en faillite:

| | |
|--|--|
| Nom de l'entité | |
| Motif de la faillite ou de la cession | |
| Date de la faillite, de la cession ou de la requête (aaaa/mm/jj) | Date de la libération, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Nom du syndic de faillite | |
| Territoire | |

Le cas échéant, annexez un exemplaire de la libération ou de tout autre document équivalent.

5.10. Nomination d'un séquestre

Au cours des sept dernières années, un séquestre, un séquestre-gérant ou l'équivalent a-t-il été nommé dans un territoire pour ou par la société ou un membre du même groupe visé?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque nomination d'un séquestre:

| | |
|---|------------------------|
| Nom de l'entité | |
| Date de la nomination (aaaa/mm/jj) | Motif de la nomination |
| Date de fin (aaaa/mm/jj) | Motif |
| Nom du séquestre ou du séquestre-gérant | |
| Territoire | |

Information financière

5.11. Clôture de l'exercice

| |
|---------|
| (mm/jj) |
|---------|

Si la société n'a pas fixé la date de clôture de son exercice, fournissez des explications.

| |
|--|
| |
|--|

Indiquez le nom de la personne qui vérifie les états financiers et le nom du cabinet comptable, le cas échéant.

5.12. Vérificateur

| |
|---|
| Nom du vérificateur et du cabinet comptable |
|---|

5.13. États financiers vérifiés

Joignez les états financiers vérifiés établis au cours des 90 derniers jours.

Si la société est en démarrage, vous pouvez joindre un bilan vérifié à la place.

Nous pouvons exiger que la société soit vérifiée à tout moment pendant qu'elle est inscrite.

5.14. Lettre d'instructions au vérificateur

Joignez une lettre d'instructions de la société autorisant le vérificateur à effectuer tout examen ou vérification que l'autorité peut exiger.

Partie 6 – Relations avec les clients

6.1. Actifs des clients

Voir la section 3 de la partie 14 de la Norme canadienne 31-103 et de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 31-103.

La société détient-elle des actifs des clients ou y a-t-elle accès?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque institution financière auprès de laquelle la société détient les comptes en fidéicommis.

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Nom de l'institution financière | |
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire |
| Code postal | Numéro de téléphone |

6.2. Conflits d'intérêts

La société a-t-elle ou s'attend-elle à avoir des relations dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles entraînent des conflits d'intérêts significatifs dans l'exercice de ses activités nécessitant l'inscription conformément à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », répondez aux questions suivantes :

a) Fournissez des détails sur chaque conflit :

| |
|--|
| |
|--|

b) La société s'est-elle dotée de politiques et de procédures pour repérer et traiter ses conflits d'intérêts?

Oui Non

Si vous avez répondu « non », fournissez des explications :

| |
|--|
| |
|--|

Partie 7 – Mesures prises en application de la loi

Les questions de la partie 7 concernent tous les pays.

7.1. Règlements amiables

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils déjà conclu un règlement amiable avec un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque règlement :

| |
|--------------------------------|
| Nom de l'entité |
| Autorité/organisme |
| Date du règlement (aaaa/mm/jj) |
| Détails du règlement |
| Pays |

7.2. Antécédents disciplinaires

Un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue ont-ils déjà :

| | Oui | No n |
|--|-----|---------|
| a) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont enfreint un règlement sur les valeurs mobilières ou une règle d'une bourse de valeurs ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue? | | |
| b) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont fait une fausse | | |

| | | |
|--|--|--|
| déclaration ou commis une omission? | | |
| c) adressé un avertissement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé ou exigé un engagement de leur part? | | |
| d) suspendu ou radié d'office l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé? | | |
| e) imposé des conditions à l'inscription ou à l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé? | | |
| f) engagé une procédure ou mené une enquête relativement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé? | | |
| g) rendu une ordonnance (à l'exception d'une dispense) ou prononcé une sanction à l'encontre de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé relativement à des activités en valeurs mobilières ou en dérivés (par exemple, une interdiction d'opérations)? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque mesure :

| | |
|--------------------------------|--------|
| Nom de l'entité | |
| Type de mesure | |
| Autorité/organisme | |
| Date de la mesure (aaaa/mm/jj) | Motifs |
| Territoire | |

7.3. Enquêtes en cours

À la connaissance de la société, celle-ci ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'enquêtes en cours?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque enquête :

| |
|---|
| Nom de l'entité |
| Motif ou objet de l'enquête |
| Autorité/organisme |
| Date de début de l'enquête (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

Partie 8 – Poursuites

La société est tenue de déclarer les infractions aux lois régissant ses activités dans tout territoire et les poursuites intentées en vertu de ces lois.

8.1. Condamnations au criminel

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils déjà été reconnus coupables d'une infraction criminelle ou pénale?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque condamnation :

| | |
|--------------------------------------|------------------------------------|
| Nom de l'entité | |
| Type d'infraction | |
| Intitulé de la cause | Numéro de la cause, le cas échéant |
| Date de la condamnation (aaaa/mm/jj) | |
| Territoire | |

8.2. Accusations criminelles en instance

La société ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'accusations criminelles ou pénales en instance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque accusation :

| |
|-----------------------------------|
| Nom de l'entité |
| Type d'infraction |
| Date de l'accusation (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

8.3. Poursuites en instance

| | Oui | No n |
|---|-----|---------|
| a) La société est-elle actuellement défenderesse ou intimée (ou l'équivalent dans tout territoire) dans une poursuite en instance? | | |
| b) Un membre du même groupe visé est-il actuellement défendeur ou intimé (ou l'équivalent dans tout territoire) dans une poursuite en instance relative à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières ou qui pourrait avoir une incidence significative sur l'activité de la société? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque poursuite :

| |
|--|
| Nom de l'entité |
| Type de poursuite |
| Date de la poursuite (aaaa/mm/jj) |
| Étape actuelle de l'instance |
| Mesures de réparation demandées par le demandeur ou l'appelant |
| Territoire |

8.4. Jugements

| | Oui | No n |
|---|-----|---------|
| a) La société a-t-elle été condamnée par un tribunal civil à payer des dommages-intérêts relativement à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières et un tel jugement est-il en cours? | | |
| b) Un jugement rendu à l'égard d'un membre du même groupe visé relativement à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières ou qui pourrait avoir une incidence significative sur l'activité de la société est-il en cours? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque jugement :

| |
|--|
| Nom de l'entité |
| Type de jugement |
| Date du jugement (aaaa/mm/jj) |
| Étape actuelle de l'instance, le cas échéant |
| Mesures de réparation demandées par les demandeurs |

Partie 9 – Attestation

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

En signant ci-dessous, vous :

- attestez ce qui suit à l'autorité de chaque territoire du Canada où la société présente et dépose ce formulaire directement ou par l'entremise de l'autorité principale :
 - vous avez lu ce formulaire;
 - tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont, à votre connaissance et après une demande de renseignements raisonnable, véridiques et complets;
- attestez à chaque autorité d'un territoire autre que le territoire principal du Canada où la société présente et dépose ce formulaire directement ou par l'entremise de l'autorité principale que, à la date de présentation de ce formulaire :
 - la société a présenté et déposé tous les renseignements exigés en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés du territoire principal du Canada relativement à son inscription dans ce territoire;
 - ces renseignements sont véridiques et complets;
- autorisez l'autorité principale à donner à chaque autorité autre que l'autorité principale accès aux renseignements que la société a déposés auprès de l'autorité principale ou qu'elle lui a présentés en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés du territoire principal du Canada relativement à son inscription dans ce territoire;
- reconnaissez que l'autorité peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer conformément à la rubrique Collecte et utilisation de renseignements personnels;
- attestez que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

| | |
|--|--|
| Nom de la société | |
| Nom du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer | |
| Titre du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer | |
| Signature | |
| Date (aaaa/mm/jj) | |

Témoin

Le témoin doit être un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation.

| | |
|-------------------|--|
| Nom du témoin | |
| Titre du témoin | |
| Signature | |
| Date (aaaa/mm/jj) | |

APPENDICE A

COORDONNÉES RELATIVES À L'AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-
Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection des
renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiloc.ca

APPENDICE B

ACTE D'ACCEPTATION DE COMPÉTENCE ET DE DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION

1. Nom de la personne (la « société ») :
2. Territoire de constitution de la personne :
3. Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire aux fins de signification ») :
4. Adresse du mandataire aux fins de signification :
5. La société désigne et nomme le mandataire aux fins de signification à l'adresse indiquée ci-dessus comme mandataire à qui signifier tout avis, acte de procédure, citation à comparaître, sommation ou autre acte dans toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, pénale ou autre (une « instance ») découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, et renonce irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence à intenter l'instance.
6. La société accepte irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive, dans toute instance découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, des tribunaux judiciaires, quasi judiciaires et administratifs du territoire intéressé.
7. Pendant une période de six ans après qu'elle aura cessé d'être inscrite, la société devra présenter les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières :
 - a) un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification, en la forme prévue aux présentes, au plus tard le septième jour après l'expiration du présent acte;
 - b) une version modifiée du présent acte au plus tard le septième jour après tout changement dans le nom ou l'adresse du mandataire aux fins de signification indiquée ci-dessus.
8. Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois du territoire intéressé et s'interprète conformément à ces lois.

Date : _____

(Signature de la société ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

Acceptation

Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de (nom de la société), conformément aux modalités de l'acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification ci-dessus.

Date : _____

(Signature du mandataire aux fins de signification ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

APPENDICE C

ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT

Nom de la société _____

Calcul de l'excédent du fonds de roulement

(au _____, par comparaison au _____)

| | Élément | Période en cours | Période antérieure |
|-----|--|------------------|--------------------|
| 1. | Actif à court terme | | |
| 2. | Moins éléments d'actif à court terme qui ne sont pas facilement convertibles en trésorerie (p. ex., charges payées d'avance) | | |
| 3. | Actif à court terme ajusté Ligne 1 moins ligne 2 = | | |
| 4. | Passif à court terme | | |
| 5. | Ajouter 100 % de la dette à long terme à l'endroit d'apparentés sauf si la société et le prêteur ont signé une convention de subordination en la forme prévue à l'Annexe B et que la société en a transmis un exemplaire à l'agent responsable | | |
| 6. | Passif à court terme ajusté Ligne 4 plus ligne 5 = | | |
| 7. | Fonds de roulement ajusté Ligne 3 moins ligne 6 = | | |
| 8. | Moins capital minimum | | |
| 9. | Moins risque de marché | | |
| 10. | Moins franchise de la police d'assurance ou du cautionnement | | |
| 11. | Moins garanties | | |
| 12. | Moins écarts non résolus | | |
| 13. | Excédent du fonds de roulement | | |

Notes

Établir le présent formulaire sans consolidation.

Ligne 8. Capital minimum : Le montant indiqué sur cette ligne ne peut être inférieur aux montants suivants : a) 25 000 \$ dans le cas du conseiller, b) 50 000 \$ dans le cas du courtier, c) 100 000 \$ dans le cas du gestionnaire de fonds d'investissement.

Ligne 9. Risque de marché : Calculer le montant indiqué sur cette ligne selon les instructions de l'appendice 1 de la présente annexe.

Ligne 11. Garanties : Si la société inscrite garantit la responsabilité d'une autre personne, inclure le montant total de la garantie dans le calcul du fonds de roulement. Si le montant de la garantie est déclaré comme un passif à court terme dans le bilan de la société et indiqué sur la ligne 4, ne pas l'indiquer sur la ligne 11.

Ligne 12. Écarts non résolus : Inclure dans le calcul de l'excédent du fonds de roulement tout écart non résolu qui pourrait entraîner une perte d'actif de la société ou des clients.

Les exemples ci-après donnent des indications pour calculer les écarts non résolus :

i) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux titres des clients, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert du client, plus le taux de marge applicable à ces titres;

ii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux placements de la personne inscrite, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert sur les placements;

iii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux liquidités, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal au déficit de liquidités.

ATTESTATION DE LA DIRECTION

Nom de la société inscrite : _____

Nous avons examiné le calcul du fonds de roulement ci-joint et attestons que la société respecte les obligations en matière de capital au _____.

| Nom et titre | Signature | Date |
|--------------|-----------|-------|
| 1. _____ | _____ | _____ |
| 2. _____ | _____ | _____ |

**APPENDICE 1 DE L'ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT**

(ligne 9 [Risque de marché])

Multiplier la valeur marchande de chaque titre indiqué à la ligne 1, Actifs à court terme, par le taux de marge applicable indiqué ci-dessous. Additionner les résultats de l'ensemble des titres détenus. Le total représente le « risque de marché » à reporter à la ligne 9.

a) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et billets

i) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Royaume-Uni, des États-Unis ou de tout autre État (pour autant que ces titres étrangers aient reçu la note Aaa ou AAA, respectivement de Moody's Investors Service Inc. et de Standard & Poor's Corporation) et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|--|
| dans l'année : | 1 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365; |
| dans 1 à 3 ans : | 1 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 2 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 4 % de la valeur marchande; |
| dans plus de 11 ans : | 4 % de la valeur marchande. |

ii) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par une province du Canada et obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|--|
| dans l'année : | 2 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365; |
| dans 1 à 3 ans : | 3 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 4 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans plus de 11 ans : | 5 % de la valeur marchande. |

iii) Obligations, garanties ou non, et billets (non en souffrance) émis ou garantis par une municipalité du Canada ou du Royaume-Uni et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|---|
| dans l'année : | 3 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365; |
| dans 1 à 3 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans plus de 11 ans : | 5 % de la valeur marchande. |

iv) Autres obligations, garanties ou non, non commerciales (non en souffrance) :

10 % de la valeur marchande.

v) Obligations, garanties ou non, billets (non en souffrance) commerciaux ou de sociétés et obligations non négociables et non transférables de sociétés de fiducie et de sociétés de prêt hypothécaire inscrites au nom de la société inscrite et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|------------------------------|
| dans l'année : | 3 % de la valeur marchande; |
| dans 1 à 3 ans : | 6 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 7 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 10 % de la valeur marchande. |
| dans plus de 11 ans : | 10 % de la valeur marchande. |

b) Effets bancaires

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque à charte canadienne (et acceptations bancaires de banque à charte canadienne) arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

c) Effets bancaires étrangers acceptables

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque étrangère, négociables, transférables et arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;

dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

Les « effets bancaires étrangers acceptables » sont des certificats de dépôt et ou des billets à ordre émis par une banque qui n'est pas une banque à charte canadienne et dont la valeur nette (capital et réserves) est au moins égale à 200 000 000 \$.

d) Organismes de placement collectif

Le taux de marge suivant s'applique aux titres d'organismes de placement collectif placés au moyen d'un prospectus dans toute province du Canada :

i) soit 5 % de la valeur marchande, dans le cas d'un OPC Fonds du marché monétaire (au sens de la Norme canadienne 81-102 sur les *Organismes de placement collectif*);

ii) soit le taux de marge établi de la même façon que dans le cas des actions cotées, multiplié par la valeur marchande du fonds.

e) Actions

i) Titres (autres que des obligations garanties ou non), y compris les droits et bons de souscription cotés sur toute bourse reconnue au Canada ou aux États-Unis :

Position acheteur : marge requise;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 50 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,75 \$ à 1,99 \$: 60 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,74 \$: 80 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 1,50 \$: 100 % de la valeur marchande;

Positions à découvert : crédit requis;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 150 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,99 \$: 3 \$ l'action;

Titres se vendant de 0,25 \$ à 1,49 \$: 200 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 0,25 \$: valeur marchande plus 0,25 \$ l'action.

ii) Pour les positions sur titres (autres que des obligations garanties ou non, mais y compris les droits et bons de souscription) constitutifs d'un indice général d'une des bourses suivantes, 50 % de la valeur marchande :

- a) American Stock Exchange
- b) Australian Stock Exchange Limited
- c) Bolsa de Valores de Sao Paulo
- d) Borsa Italiana
- e) Boston Stock Exchange
- f) Chicago Board of Options Exchange
- g) Chicago Board of Trade
- h) Chicago Mercantile Exchange
- i) Chicago Stock Exchange
- j) Euronext Amsterdam
- k) Euronext Brussels
- l) Euronext Paris S.A.
- m) Frankfurt Stock Exchange
- n) London International Financial Futures and Options Exchange
- o) London Stock Exchange
- p) Bourse de Montréal
- q) New York Mercantile Exchange
- r) New York Stock Exchange
- s) New Zealand Exchange Limited
- t) Pacific Exchange

- u) Swiss Exchange
- v) The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- w) Tokyo Stock Exchange
- x) Bourse de Toronto
- y) Bourse de croissance TSX

f) Tous les autres titres : 100 % de la valeur marchande.

ANNEXE 33-109A7

RÉTABLISSEMENT DE L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU DE LA QUALITÉ DE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE (article 2.3 et paragraphe 2 de l'article 2.5)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique a quitté une société parrainante et demande le rétablissement de son inscription dans la même catégorie ou de la qualité de personne physique autorisée auprès d'une société parrainante. Un seul formulaire doit être présenté, peu importe le nombre de catégories d'inscription ou de qualités de personne physique autorisée dont la personne demande le rétablissement.

La personne physique peut faire rétablir son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée en présentant le présent formulaire. Toutefois, toutes les conditions suivantes doivent être réunies :

1. le formulaire est présenté au plus tard trois mois après la date de la cessation de relation de la personne physique avec son ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire;
2. aucune modification n'a été apportée aux renseignements présentés antérieurement, en ce qui concerne les rubriques 13 (Renseignements concernant la réglementation), 14 (Renseignements sur les infractions criminelles), 15 (Renseignements sur les poursuites civiles) et 16 (Renseignements sur la situation financière) du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, depuis que la personne physique a quitté son ancienne société parrainante;
3. sa relation avec son ancienne société parrainante n'a pas pris fin en raison de son congédiement ou de sa démission à la demande de la société en raison d'une allégation d'activité criminelle, de contravention à la législation en valeurs mobilières ou de contravention aux règles d'un OAR.

Si toutes les conditions ci-dessus ne sont pas réunies, la personne doit faire rétablir son inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique qui demande le rétablissement de son inscription.

Les expressions « actionnaire important » et « actionnaire » désignent tout actionnaire qui a la propriété au total, directement ou indirectement, des titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « ancienne société parrainante » désigne la dernière société inscrite au sein de laquelle vous avez exercé des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « nouvelle société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous commencerez à exercer des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée après le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 [Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée] que vous avez présenté pour vous inscrire initialement, ou dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

Comment présenter ce formulaire

Format BDNI

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la nouvelle société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Format différent du format BDNI

Si vous vous prévaliez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la *Base de données nationale d'inscription*, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement le numéro des rubriques et des questions. Remplissez et signez le formulaire, puis transmettez-le aux agents responsables, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux OAR ou aux autres autorités compétentes. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'agent responsable, de l'autorité en valeurs mobilières, ou de l'OAR.

Pour éviter tout retard dans le traitement de ce formulaire, veuillez répondre à toutes les questions qui s'appliquent à vous. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la nouvelle société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 Nom

1. Numéro BDNI : _____

2. Nom

Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

3. Date de naissance (AAAA/MM/JJ) : _____

4. Utilisation d'autres noms

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom ou exercé une activité sous un nom qui n'est pas un de ceux indiqués ci-dessus (par exemple le nom commercial d'une entreprise individuelle ou un nom d'équipe)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez l'appendice A.

Rubrique 2 Nombre de territoires

1. Demandez-vous le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée dans plus d'un territoire du Canada?

Oui Non

2. Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée :

Tous les territoires

Alberta

Colombie-Britannique

Île-du-Prince-Édouard

- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 3 Catégories d'inscription

1. À l'appendice B, cochez la case correspondant à chaque catégorie dans laquelle vous demandez le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée. Si vous demandez le rétablissement de votre qualité de personne physique autorisée, cochez la case correspondant à chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre nouvelle société parrainante.

2. Si vous demandez au Québec le rétablissement de votre inscription en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre nouvelle société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 4 Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez ce formulaire. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire ou professionnelle, mais pas une case postale. Veuillez remplir l'appendice C pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire n'est pas une personne physique, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 5 Établissement d'emploi

1. Fournissez les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, fournissez les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

2. Si le siège de la nouvelle société parrainante est situé à l'étranger et (ou) que vous n'êtes pas résident du Canada, indiquez l'adresse de l'établissement où vous exercerez vos activités.

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Les points 3, 4 et 5 s'appliquent lorsque le format est différent du format BDNI.]

3. Type d'établissement :

Siège Succursale ou établissement Sous-succursale

4. Nom du directeur de succursale : _____

5. Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse professionnelle indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Date à laquelle vous serez autorisé à agir au nom de la nouvelle société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée :

(AAAA/MM/JJ)

Rubrique 6 Emploi précédent

Fournissez les renseignements suivants sur votre ancienne société parrainante.

Nom : _____

Date à laquelle vous avez cessé d'être autorisé à agir au nom de votre ancienne société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée :

(AAAA/MM/JJ)

Indiquer la raison pour laquelle vous avez quitté votre ancienne société parrainante :

Rubrique 7 Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant ou d'administrateur actuels

Nom de votre nouvelle société parrainante : _____

Remplissez l'appendice D pour chacune des activités professionnelles que vous exercez actuellement, notamment auprès de votre nouvelle société parrainante ou à l'extérieur de celle-ci. Indiquez également tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

Rubrique 8 Propriété de titres de la nouvelle société parrainante

Êtes-vous associé ou actionnaire important de votre nouvelle société parrainante?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez l'appendice E.

Rubrique 9 Confirmation du dossier permanent

1. Cochez la case appropriée pour indiquer que, depuis que vous avez quitté votre ancienne société parrainante, des modifications ont été apportées aux renseignements présentés antérieurement en ce qui concerne les rubriques ci-dessous du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

- Renseignements concernant la réglementation (rubrique 13)
- Renseignements sur les infractions criminelles (rubrique 14)
- Renseignements sur les poursuites civiles (rubrique 15)
- Renseignements sur la situation financière (rubrique 16)

2. Cochez la case ci-dessous – **Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7 – seulement** si les deux conditions suivantes sont réunies :

a) aucune modification n'a été apportée aux renseignements indiqués sous la rubrique 9.1 ci-dessus;

b) votre relation avec votre ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire n'a pas pris fin parce que vous avez fait l'objet d'un congédiement ou que vous avez démissionné à la demande de la société en raison de l'une des allégations suivantes :

- activité criminelle;
- contravention à la législation en valeurs mobilières;
- contravention aux règles d'un OAR.

Si les conditions ci-dessus, nécessaires pour cocher la case « Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7 », ne sont pas réunies, vous devez faire rétablir votre inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « **Réactivation d'inscription** » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4. Si vous présentez le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans un format différent du format BDNI, vous devez le remplir en entier.

Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7.

Rubrique 10 Déclarations, acceptation de compétence et avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

En présentant ce formulaire :

- vous déclarez que l'acceptation de compétence, le consentement à la collecte et à l'utilisation de renseignements personnels et l'autorisation donnée aux OAR (le cas échéant) qui figurent dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 sont encore valides et s'appliquent au présent formulaire;

- vous consentez à ce que les autorités en valeurs mobilières et votre société parrainante recueillent et communiquent vos renseignements personnels aux fins de l'inscription et à d'autres fins réglementaires connexes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'OAR du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice F. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Si vous demandez le rétablissement de votre inscription, vous déclarez que toutes les conditions de votre inscription que vous n'avez pas remplies auprès de votre ancienne société parrainante resteront valides auprès de votre nouvelle société parrainante.

Rubrique 11 Mise en garde

Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 12 Attestation

1. Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Attestation – format différent du format BDNI

Personne physique

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire où je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date (AAAA/MM/JJ)

Associé ou dirigeant autorisé de la nouvelle société parrainante

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la personne physique :

- la personne physique sera embauchée par la nouvelle société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique ou un directeur de succursale ou un autre dirigeant ou superviseur l'a fait, et, à ma connaissance, elle les comprend parfaitement;
- la nouvelle société parrainante reconnaît que toutes les conditions du rétablissement de l'inscription de la personne qui n'ont pas été remplies auprès de son ancienne société parrainante restent valides et elle convient d'assumer toutes les obligations qui lui incombent à l'égard de la personne physique en vertu de ces conditions.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A
Utilisation d'autres noms (rubrique 1.4)

Rubrique 1.4 Utilisation d'autres noms

Nom 1

Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Nom 2

Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

Nom 3

Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

APPENDICE B
Catégories d'inscription (rubrique 3)

Cochez les cases correspondant aux catégories dans lesquelles vous demandez le rétablissement de votre inscription, autorisation ou qualité de personne physique autorisée.

Catégories communes à tous les territoires en vertu de la législation en valeurs mobilières

Catégories de sociétés (format différent du format BDNI seulement)

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Gestionnaire de fonds d'investissement

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (membres de l'ACCFM)
- Autorisation de l'OCRCVM

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

Catégories d'autorisation

- Haute direction
- Administrateur (industrie)
- Administrateur (autre industrie)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Catégories d'autorisation supplémentaires

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable

Produits

- Non-négociant
- Titres
- Options
- Contrats à terme et options sur contrats à terme
- Fonds mutuels seulement

Client

- Détail
- Institutionnel
- Sans objet

Gestion de portefeuille

- Gestion de portefeuille

Catégories prévues par la législation locale sur les contrats à terme standardisés sur marchandises et les dérivés

Ontario

Catégories de sociétés

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Autorisation de l'OCRCVM

Manitoba

Catégories de sociétés

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller
- Catégorie locale

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
- Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme
- Autorisation de l'OCRCVM
- Catégorie locale

Québec - activités en dérivés

À titre informatif, indiquez si vous exercerez l'activité de représentant des personnes suivantes :

- Courtier en placement agissant comme courtier en dérivés
- Gestionnaire de portefeuille agissant comme gestionnaire de portefeuille en dérivés

APPENDICE C
Domicile élu et mandataire aux fins de signification (rubrique 4)

Rubrique 4.1 Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Rubrique 4.2 Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____
(le cas échéant)

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE D

Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant ou d'administrateur actuels (rubrique 7)

Remplissez l'appendice E pour chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante ou de toute autre organisation. Indiquez notamment tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous avez occupés à titre professionnel, contre rémunération ou non.

1. **Date de début :** _____
(AAAA/MM/JJ)

2. **Renseignements sur la société**

Cochez cette case si l'activité est un emploi auprès de votre société parrainante.

Si vous exercez l'activité auprès de votre société parrainante, vous n'êtes pas tenu d'indiquer son nom et son adresse ci-dessous :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

3. **Description des fonctions**

Décrivez les emplois et activités professionnelles liés à cet employeur. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, votre titre ou votre relation avec l'entreprise. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience auprès de cette société, par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années de service ainsi que le temps consacré à chaque activité, évalué en pourcentage :

4. **Nombre d'heures de travail hebdomadaires**

Indiquez le nombre d'heures que vous consacrez chaque semaine à ces activités professionnelles : _____

Si cette activité est un emploi auprès de votre société parrainante et que vous travaillez moins de 30 heures par semaine, fournissez des explications :

5. **Conflits d'intérêts**

Si vous avez plusieurs employeurs ou que vous exercez des activités professionnelles, déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant de vos multiples emplois ou de vos activités professionnelles actuelles ou projetées. Indiquez notamment si vos employeurs ou les sociétés auprès desquelles vous exercez des activités professionnelles sont cotés en bourse. Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et, le cas échéant, confirmez que vous les connaissez.

Si vous ne jugez pas que cet emploi occasionne des conflits d'intérêts, fournissez des explications : _____

g) Nom du propriétaire véritable :

| Nom de famille | Prénom | Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i> | Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i> |
|----------------|--------|--|---|
|----------------|--------|--|---|

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE F

Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A
7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital Markets
Téléphone : 902-424-7768

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A
2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iirc.ca

INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA NORME CANADIENNE 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

La présente instruction complémentaire indique de quelle façon les Autorités canadiennes en valeurs mobilières interprètent ou appliquent les dispositions de la Norme canadienne 33-109 sur les Renseignements concernant l'inscription (la « règle »).

L'obligation d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières protège les investisseurs contre les pratiques déloyales, injustes ou frauduleuses et améliore l'intégrité et l'efficacité du marché des capitaux. Les renseignements à fournir en vertu de la règle permettent aux agents responsables d'évaluer l'aptitude du déposant à s'inscrire ou à obtenir la qualité de personne physique autorisée compte tenu de sa solvabilité, de son intégrité et de sa compétence. Ces critères d'aptitude sont la pierre angulaire de l'obligation d'inscription. Dans chaque territoire du Canada, l'obligation d'inscription et la règle s'appliquent aux courtiers, aux placeurs, aux conseillers et aux gestionnaires de fonds d'investissement ainsi qu'aux personnes physiques qui agissent pour leur compte à titre de personnes physiques inscrites ou de personnes physiques autorisées.

1.2. Aperçu des formulaires

Les formulaires prévus par les annexes suivantes sont présentés par les sociétés :

- *Annexe 33-109A6, Inscription d'une société* : pour demander l'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement;
- *Annexe 33-109A3, Établissements autres que le siège* : pour indiquer les établissements de la société ou toute modification les concernant;
- *Annexe 33-109A1, Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée* : pour aviser l'agent responsable qu'une personne physique inscrite ou autorisée cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société.

Les formulaires prévus par les annexes suivantes sont présentés par les personnes physiques en format BDNI :

- *Annexe 33-109A4, Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée* : pour demander l'inscription ou l'examen des personnes visées;
- *Annexe 33-109A2, Modification ou radiation de catégories de personnes physiques* : pour demander l'inscription ou l'examen dans une catégorie supplémentaire ou demander la radiation d'une catégorie;
- *Annexe 33-109A7, Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée* : pour obtenir le rétablissement de l'inscription d'une personne physique ou de la qualité de personne physique autorisée.

1.3. Obligations de donner avis

L'*Annexe 33-109A5, Modification des renseignements concernant l'inscription* est utilisée par les sociétés et les personnes physiques qui avisent les agents responsables de toute modification de leurs renseignements. En vertu des

articles 3.1 et 4.1 de la règle, la personne inscrite et la personne physique autorisée doivent tenir à jour en permanence les renseignements concernant l'inscription en déposant des avis de modification des renseignements dans les délais prescrits.

L'annexe A présente sous forme de sommaire les obligations de donner avis, les délais et les formulaires prévus par la règle pour aviser les agents responsables de toute modification des renseignements concernant l'inscription d'une société ou d'une personne physique.

1.4. Coordonnées

Lorsqu'une société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, les documents justificatifs ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, elle peut le faire par courriel, télécopieur ou courrier. L'annexe B de la présente instruction complémentaire indique les coordonnées de l'agent responsable de chaque territoire du Canada et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) dans les territoires où l'autorité en valeurs mobilières a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à l'OCRCVM ou l'a autorisé à en exercer.

PARTIE 2 FORMULAIRES UTILISÉS PAR LES PERSONNES PHYSIQUES

2.1. Base de données nationale d'inscription (BDNI)

La BDNI est la base de données contenant les renseignements sur toutes les personnes inscrites et personnes physiques autorisées en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les contrat à terme de marchandises de chaque territoire du Canada. L'obligation pour les sociétés d'adhérer à la BDNI, et d'y présenter certains renseignements, est prévue par le Norme canadienne *31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*. On trouvera de l'information détaillée sur la BDNI et la procédure d'adhésion à la BDNI dans le Manuel de l'utilisateur, à l'adresse www.nrd-info.ca.

2.2. Annexe 33-109A4

Le format BDNI, dans lequel est présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou 2.5 de la règle, comporte quatre types de demandes faites dans les circonstances suivantes :

- *Inscription initiale* : lorsqu'une personne physique demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée au moyen de la BDNI pour la première fois.
- *Inscription dans un autre territoire* : lorsqu'une personne physique est inscrite ou est personne physique autorisée dans un territoire du Canada et demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée dans un autre territoire.
- *Inscription avec une société parrainante supplémentaire* : lorsqu'une personne physique est inscrite ou est personne physique autorisée, pour le compte d'une société parrainante, et demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée afin d'agir pour le compte d'une société parrainante supplémentaire.
- *Réactivation de l'inscription* : lorsqu'une personne physique qui a un dossier BDNI demande l'inscription, le rétablissement de son inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée et n'est pas autorisée, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 de la règle, à présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5 de la règle, au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée, la personne physique doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 aux fins d'examen par l'agent responsable. La personne physique dont l'inscription a été suspendue peut demander son

rétablissement en présentant à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli. Pour ce faire, elle présente, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription ». La personne physique ne peut exercer d'activités nécessitant l'inscription tant que l'agent responsable n'a pas approuvé sa demande. Cependant, elle n'est pas tenue de faire une demande de rétablissement ou d'examen si elle remplit toutes les conditions du rétablissement automatique prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 de la règle, dont celle de présenter à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, comme il est décrit à l'article 2.5 ci-dessous.

2.3. Annexe 33-109A2

L'Annexe 33-109A2 est utilisée par les personnes physiques qui demandent l'ajout ou le retrait d'une catégorie ou l'examen de la modification de leur catégorie de personne physique autorisée. La personne physique qui cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de sa société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée dans le dernier territoire du Canada où elle le faisait ne peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2. Sa société parrainante doit plutôt présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 pour aviser l'agent responsable que l'autorisation d'agir en son nom a pris fin.

2.4. Annexe 33-109A5 pour les personnes physiques

Lorsqu'une personne physique présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 pour mettre à jour ses renseignements concernant l'inscription, la BDNI transmet les renseignements à l'agent responsable de chaque territoire dans lequel la personne physique est inscrite ou autorisée. Cependant, seule l'autorité principale traite les renseignements présentés pour mettre à jour les renseignements concernant l'inscription de la personne physique dans la BDNI ou, s'il y a lieu, refuser ou retirer les renseignements présentés.

2.5. Annexe 33-109A7 pour le rétablissement de l'inscription

Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante et entre au service d'une nouvelle société inscrite, elle peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 pour que son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée soit rétablie automatiquement dans la même catégorie et dans le ou les mêmes territoires, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 de la règle. La personne physique qui remplit toutes les conditions pertinentes peut passer directement d'une société parrainante à une autre et exercer des activités nécessitant l'inscription le jour même où elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7.

2.6. Maintien de l'aptitude à l'inscription

Toute personne inscrite a l'obligation de demeurer apte à l'inscription en permanence. En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'agent responsable peut, à sa discrétion, suspendre l'inscription d'une personne physique, la radier d'office ou l'assortir de conditions en tout temps. Il peut notamment le faire s'il obtient, dans un avis de cessation de relation provenant d'une ancienne société parrainante de la personne physique ou d'autres sources, de l'information qui met en cause son aptitude à l'inscription. Dans ce cas, la personne inscrite a la possibilité d'être entendue avant que l'agent responsable ne suspende l'inscription, ne la radie d'office ou ne l'assortisse de conditions.

PARTIE 3 FORMULAIRES UTILISÉS PAR LES SOCIÉTÉS

3.1. Annexe 33-109A6

La société qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 pour demander à s'inscrire peut payer les frais réglementaires aux agents responsables concernés par chèque ou au moyen de la fonction de la BDNI appelée

« Resoumettre paiement des frais ». La société qui fait une demande dans plusieurs territoires devrait la présenter à l'agent responsable de son territoire principal ou, si l'Ontario est un territoire autre que le territoire principal, à l'agent responsable du territoire principal et à celui de l'Ontario. On trouvera de l'information plus détaillée dans l'*Instruction générale canadienne 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*.

3.2. Annexe 33-109A5

La société qui est inscrite dans plusieurs territoires peut aviser les agents responsables de la modification des renseignements concernant son inscription en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 à son autorité principale uniquement, conformément au paragraphe 6 de l'article 3.1 de la règle.

3.3. Annexe 33-109A3

Toute société doit indiquer à l'agent responsable chaque établissement (y compris une résidence) situé dans le territoire où les personnes physiques inscrites exercent pour le compte de cette société des activités nécessitant l'inscription. Les sociétés présentent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au moyen du site Web de la BDNI.

3.4. Dispense discrétionnaire pour les transferts en bloc

Les agents responsables étudieront les demandes de dispense de certaines des obligations prévues par la règle afin de faciliter les réorganisations ou regroupements de sociétés qui nécessiteraient autrement la présentation d'un grand nombre de formulaires pour modifier les établissements et transférer les personnes physiques d'une société à l'autre. Les renseignements exigés et les conditions à remplir pour obtenir ce type de dispense sont décrits à l'annexe C de la présente instruction complémentaire.

3.5. Annexe 33-109A1

En vertu de l'article 4.2 de la règle, la société inscrite doit aviser l'agent responsable au plus tard 7 jours après avoir cessé d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société à titre de personne physique inscrite ou autorisée. En règle générale, une personne physique cesse d'être autorisée à agir pour le compte d'une société en raison de la cessation de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire. Toutefois, la cessation de l'autorisation se produit également lorsque la personne physique est réaffectée à d'autres fonctions qui ne nécessitent pas l'inscription ou qui ne sont pas dans une catégorie de personne physique autorisée. Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 est présenté au moyen du site Web de la BDNI pour indiquer la date de cessation et le motif de la cessation.

En vertu de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 4.2 de la règle, il n'y a pas lieu de fournir les renseignements prévus à la rubrique 5 [*Précisions sur la cessation de relation*] de l'Annexe 33-109A1 si la cessation de l'autorisation d'agir pour le compte de la société est due au décès ou à la retraite de la personne physique ou à la fin d'un contrat à titre de salarié ou de mandataire. La société peut présenter les renseignements prévus à la rubrique 5 lors de l'inscription initiale dans la BDNI, si les renseignements sont disponibles dans le délai de 7 jours, ou dans un délai de 30 jours suivant la date de cessation, en faisant la présentation de renseignements à la BDNI appelée « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation ».

PARTIE 4 DILIGENCE RAISONNABLE DES SOCIÉTÉS

4.1. Obligations de l'ancienne société parrainante

La société qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 à l'égard d'une ancienne personne physique parrainée envoie rapidement un exemplaire du formulaire dûment rempli à cette personne. En vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 4.2 de la règle, la société doit fournir un exemplaire de ce formulaire à toute ancienne personne physique parrainée dans les 7 jours de sa demande et, au besoin, un autre exemplaire contenant les renseignements prévus à la rubrique 5 de cette annexe dans les 7 jours de sa présentation.

4.2. Obligations de la nouvelle société parrainante

1) Afin de s'acquitter de ses obligations en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.1 de la règle, la société fait des efforts raisonnables pour faire tout ce qui suit :

- établir des politiques et des procédures écrites pour vérifier les renseignements des personnes physiques avant de présenter en leur nom le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7;
- documenter l'examen des renseignements des personnes physiques conformément à ces politiques et procédures;
- rappeler régulièrement aux personnes physiques inscrites et aux personnes physiques autorisées leurs obligations d'information en vertu de la règle, dont l'obligation d'aviser l'agent responsable des modifications aux renseignements sur l'inscription.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 5.1 de la règle, la société doit obtenir, dans les 60 jours de l'embauche d'une personne physique parrainée, un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté à son égard, le cas échéant. Si la société parrainante ne peut obtenir ce formulaire de la personne physique, celle-ci peut, en dernier recours, le demander à l'agent responsable.

L'information visée ci-dessus aidera la société à remplir les obligations prévues au paragraphe 1 de l'article 5.1 de la règle. La société devrait en tenir compte dans ses décisions d'embauche. Lorsqu'une personne physique est embauchée avant que le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, dûment rempli, ne soit disponible et que la société découvre une incohérence entre les renseignements qui lui ont été présentés et ceux qui ont été présentés à l'agent responsable, la société devrait prendre les mesures nécessaires. Tous les renseignements exigés devraient être disponibles dans les 60 jours de l'embauche, ce qui tombe généralement pendant la période d'essai prévue par le contrat à titre de salarié ou de mandataire de la personne.

PARTIE 5 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

5.1. Ontario

En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu de la règle et de la *Rule 33-506 (Commodity Futures Act)* de la CVMO peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

5.2. Manitoba

Au Manitoba, la règle est une règle en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*. Il n'est pas nécessaire de présenter les mêmes renseignements deux fois pour satisfaire aux dispositions de ces lois.

Annexe A

Sommaire des obligations de donner avis de la Norme canadienne 33-109

| Description de la modification | Délai | Disposition | Formulaire présenté |
|--|----------------------------|-------------|---|
| Sociétés – Renseignements visés à l'Annexe 33-109A6 | | | par courriel, télécopieur ou courrier |
| Partie 1 – Renseignements sur l'inscription | 7 jours | 3.1(1)b) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5 |
| Partie 2 – Coordonnées, y compris l'adresse du siège (sauf la rubrique 2.4) | 7 jours | | |
| Rubrique 2.4 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification [rubriques 3 et 4 de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6] | 7 jours | 3.1(4) | l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, <i>Acte d'acceptation de compétence</i> |
| Partie 3 – Antécédents et structure de la société | 30 jours | 3.1(1)a) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5 |
| Partie 4 – Inscriptions antérieures | 7 jours | 3.1(1)b) | |
| Partie 5 – Situation financière | 7 jours | | |
| Partie 6 – Relations avec les clients | 7 jours | | |
| Partie 7 – Mesures prises en application de la loi | 7 jours | | |
| Partie 8 – Poursuites | 7 jours | | |
| Sociétés – autres obligations de donner avis | | | en format BDNI |
| Ouverture d'un établissement / modification le concernant (autre que le siège) | 7 jours | 3.2 | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A3 |
| Fin / cessation de l'autorisation d'une personne physique inscrite ou autorisée – rubriques 1 à 4 : rubrique 5 : | 7 jours | 4.2(2)a) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A1 |
| | 30 jours | 4.2(2)b) | |
| Personnes physiques – Renseignements visés à l'Annexe 33-109A4 | | | en format BDNI |
| Rubrique 1 – Nom | 7 jours | 4.1(1)b) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5 |
| Rubrique 2 – Adresse | 7 jours | | |
| Rubrique 3 – Renseignements personnels | Aucune mise à jour requise | 4.1(2) | |
| Rubrique 4 – Citoyenneté | 30 jours | 4.1(1)a) | |
| Rubrique 5 – Territoires d'inscription | 7 jours | 4.1(1)b) | |
| Rubrique 6 – Catégories d'inscription | 7 jours | | |
| Rubrique 7 – Domicile élu | 7 jours | | |
| Rubrique 8 – Compétences | 7 jours | | |
| Rubrique 9 – Établissement d'emploi | 7 jours | | |
| Rubrique 10 – Emploi actuel | 7 jours | | |
| Rubrique 11 – Emplois antérieurs | 30 jours | 4.1(1)a) | |
| Rubrique 12 – Démissions et cessation des fonctions | 7 jours | 4.1(1)b) | |
| Rubrique 13 – Renseignements concernant la réglementation | 7 jours | | |
| Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles | 7 jours | | |
| Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles | 7 jours | | |
| Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière | 7 jours | | |

| | | | |
|---|--|--------|---|
| Rubrique 17 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières | 7 jours | | |
| Modifications des renseignements prévus à l'Annexe 33-109A4 : qualité de personne inscrite ou relation avec la société parrainante / qualité de personne physique autorisée | 7 jours | 4.1(4) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A2 |
| Examen d'une personne physique autorisée | 7 jours après la nomination | 2.5 | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A4 ou l'Annexe 33-109A7, sous réserves de certaines conditions |
| Rétablissement automatique de l'inscription sous réserve de certaines conditions | Au plus tard 90 jours après la date de cessation | 2.3(2) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A7 |

Annexe B

Coordonnées des agents responsables et de l'OCRCVM

- La partie 1 indique les coordonnées des agents responsables des personnes inscrites dans toutes les catégories, sauf celles des territoires figurant dans la liste de la partie 2.
- La partie 2 ci-après indique les coordonnées de l'OCRCVM dans les territoires où celui-ci exerce des fonctions d'inscription pour des représentants de courtiers en placement et, dans certains cas, pour des courtiers en placement.

PARTIE 1 – Coordonnées des agents responsables

| | |
|---|---|
| <p>Alberta Courriel : registration@asc.ca Télécopieur : 403-297-4113 Alberta Securities Commission 4th Floor, 300 – 5th Avenue SW Calgary (Alberta) T2P 3C4 Registration department</p> | <p>Colombie-Britannique Courriel: registration@bcsc.bc.ca Télécopieur : 604-899-6506 British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Attention : Registration</p> |
| <p>Île-du-Prince-Édouard Courriel : ccis@gov.pe.ca Télécopieur : 902-368-5283 Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8 Attention : Superintendent of Securities</p> | <p>Manitoba Courriel : registrationmsc@gov.mb.ca Télécopieur : 204-945-0330 Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 À l'attention de la section des inscriptions</p> |
| <p>Nouveau-Brunswick Courriel : nrs@nbsc-cvmnb.ca Télécopieur : 506-658-3059 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 À l'attention du directeur des inscriptions</p> | <p>Nouvelle-Écosse Courriel : nrs@gov.ns.ca Télécopieur : 902-424-4625 Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9 Attention : Registration</p> |
| <p>Nunavut Courriel : CorporateRegistrations@gov.nu.ca Télécopieur : 867-975-6594 Bureau d'enregistrement Ministère de la Justice Gouvernement du Nunavut C.P. 1000, succ. 570 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0 Attention : Deputy Registrar</p> | <p>Ontario Courriel : registration@osc.gov.on.ca Télécopieur : 416-593-8283 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, C. P. 55 20, Queen Street West Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention : Registrant Regulation</p> |

PARTIE 1 – Coordonnées des agents responsables

| | |
|---|--|
| <p>Québec Courriel : inscription@lautorite.qc.ca Télécopieur : 514-873-3090 Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800, square Victoria, 22^e étage C.P. 246, tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3</p> | <p>Saskatchewan Courriel : registrationsfsc@gov.sk.ca Télécopieur : 306-787-5899 Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Attention : Registration</p> |
| <p>Terre-Neuve-et-Labrador Courriel : scon@gov.nl.ca Télécopieur : 709-729-6187 Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6 Attention : Registration Section</p> | <p>Territoires du Nord-Ouest Courriel : SecuritiesRegistry@gov.nt.ca Télécopieur : 867-873-0243 Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C. P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention : Exemption Review Staff</p> |
| <p>Yukon Courriel : corporateaffairs@gov.yk.ca Télécopieur : 867-393-6251 Ministère des Services aux collectivités Bureau des valeurs mobilières C.P. 2703 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6 Attention : Superintendent of Securities</p> | |

PARTIE 2 - Coordonnées de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

** inscription des courtiers en placement et de leurs représentants **

* inscription des représentants de courtiers en placement *

| | |
|---|--|
| <p>** Alberta – OCRCVM **</p> <p>** Saskatchewan – OCRCVM ** Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 403-265-4603 #2300, 355- 4th Avenue SW, Calgary (Alberta) T2P 0J1 Attention : Registration department</p> | <p>**British Columbia – OCRCVM** Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 604-683-3491 1055 West Georgia Street Suite 2800 – Royal Centre Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 3R5 Attention : Registration department</p> |
| <p>** Terre-Neuve-et-Labrador – OCRCVM **</p> <p>* Ontario – OCRCVM * Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 416-364-9177 Suite 1600, 121 King Street West Toronto (Ontario) M5H 3T9 Attention : Registration department</p> | <p>* Québec – OCRCVM * Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 514-878-0797 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières 5, Place Ville Marie Bureau 1550 Montréal (Québec) H3B 2G2 À l'attention du Service des inscriptions</p> |

Annexe C

Dispense discrétionnaire pour les cessions en bloc d'établissements et les transferts en bloc de personnes physiques

1) Si la société inscrite acquiert un grand nombre d'établissements (notamment par suite d'une fusion ou de l'achat d'actifs) d'une ou plusieurs sociétés inscrites situées dans le ou les mêmes territoires et inscrites dans les mêmes catégories qu'elle et que, selon la BDNI, un nombre significatif de personnes physiques est lié à ces établissements, l'agent responsable pourra étudier la possibilité d'accorder une dispense des obligations suivantes :

a) l'obligation de donner avis de toute cessation de relation, conformément à l'article 4.2 de la règle;

b) l'obligation de présenter une demande d'inscription ou un avis de rétablissement d'inscription à l'égard de chaque personne physique demandant à s'inscrire, conformément à l'article 2.2 ou 2.3 de la règle;

c) l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou 33-109A7 à l'égard de chaque personne physique autorisée, conformément à l'article 2.5 de la règle;

d) l'obligation d'aviser l'agent responsable de toute modification des renseignements concernant un établissement contenu dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, conformément à l'article 3.2 de la règle.

2) La demande de dispense devrait être présentée par la société inscrite qui acquerra le contrôle des établissements à la conclusion de l'opération suffisamment longtemps avant la date de la cession des établissements (la « date de cession »). Il suffirait généralement de la présenter 30 jours avant la date de cession. La demande d'une dispense de ce type devrait contenir l'information suivante :

a) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite qui acquiert le contrôle des établissements;

b) les renseignements suivants sur chaque société inscrite qui cède le contrôle des établissements :

i) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite;

ii) l'adresse et le numéro BDNI de chaque établissement cédé à la société inscrite visée à l'alinéa a;

iii) la date à laquelle les établissements et les personnes physiques seront cédés à la société inscrite visée à l'alinéa a;

3) Si la dispense est accordée, l'agent responsable demandera à l'administrateur de la BDNI, dès que possible après la date de cession, d'indiquer dans la BDNI la cession des établissements ainsi que les personnes physiques inscrites et les personnes physiques autorisées visées.

4) Les cessions en bloc touchant des sociétés inscrites dans des catégories ou des territoires différents peuvent comporter d'autres étapes. Les sociétés participant à des opérations de ce type sont invitées à demander à leur autorité principale la marche à suivre pour pouvoir obtenir la dispense décrite ci-dessus.

5) La société qui demande ce type de dispense dans plusieurs territoires devrait se reporter à l'*Instruction générale canadienne 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* pour connaître la

forme que doit prendre la demande et les renseignements requis. Elle peut indiquer de la façon suivante l'information visée au paragraphe 2 :

A) Société inscrite qui acquerra les établissements

Nom :

Numéro BDNI :

B) Société inscrite qui cédera les établissements

Nom :

Numéro BDNI :

Établissements qui seront cédés

Adresse :

Numéro BDNI :

Adresse :

Numéro BDNI :

(Donner ces renseignements sur chaque établissement.)

C) Date de la cession :

**PROJET DE MODIFICATIONS MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 31-102
SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION**

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription est modifié :

1° par la suppression, dans la définition de « numéro BDNI », de « , personne physique autorisée »;

2° par la suppression, dans la définition de « société déposante », des mots « ou société » et par le remplacement de l'expression « preneur ferme » par « gestionnaire de fonds d'investissement ».

2. L'article 2.1 de cette règle est modifié :

1° par la suppression, dans le texte anglais du paragraphe introductif, des mots « or company »;

2° par la suppression, dans le paragraphe 4, des mots « ainsi que toute modification des renseignements contenus dans celui-ci »;

3° par l'addition, après le paragraphe 4, des suivants :

« 5) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 afin de déclarer la modification de tout renseignement visé à l'Annexe 33-109A4 présenté antérieurement;

« 6) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7. ».

3. Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 3.1 de ce règlement est modifié par la suppression de « , de la personne physique autorisée ».

4. L'article 3.2 de cette règle est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « cinq jours ouvrables » par les mots « sept jours »;

2° par l'addition, après le paragraphe *f*, du suivant :

« *g*) présenter en format BDNI tout changement de numéro de téléphone, de numéro de télécopieur ou d'adresse électronique du représentant en chef dans les sept jours suivant ce changement. ».

5. L'article 4.2 de cette règle est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « La société déposante » par les mots « Le déposant BDNI »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « de la société déposante » par les mots « du déposant BDNI ».

Cette règle est modifiée par l'insertion, après l'article 4.3, des suivants :

« 4.4. Frais exigibles pour dépôt tardif

1) La société déposante paie par prélèvement automatique les frais exigibles pour dépôt tardif qu'elle est tenue de payer en raison d'une activité emportant ou concernant la présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

« 4.5. Dispense pour les personnes inscrites non résidentes du Canada

Le paragraphe *c* de l'article 3.2 et les articles 4.1 à 4.4 ne s'appliquent pas à la société inscrite qui remplit les conditions suivantes :

- a) elle n'a d'établissement dans aucun territoire du Canada;
- b) elle n'a de compte auprès d'aucun membre de l'Association canadienne des paiements;
- c) elle n'est pas membre du même groupe qu'une société inscrite résidente d'un territoire du Canada;
- d) elle paie les frais visés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4 au plus tard 14 jours après l'échéance;
- e) elle paie par chèque libellé à l'ordre de CDS INC., en fonds canadiens, les frais suivants à l'autorité principale de la société au plus tard 14 jours après l'échéance :
 - i) les frais d'utilisation de la BDNI relatifs à la présentation de renseignements à la BDNI;
 - ii) les frais annuels d'utilisation de la BDNI;
- f) elle paie par chèque, en fonds canadiens, les frais visés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4, à l'exception des frais d'utilisation de la BDNI, à l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire intéressé au plus tard 14 jours après l'échéance. ».

7. L'article 5.1 de cette règle est remplacé par le suivant :

« 5.1. Dispense pour difficultés temporaires

- 1) Si des difficultés techniques imprévues empêchent la présentation de renseignements à la BDNI dans le délai prescrit par la législation en valeurs mobilières, le déposant BDNI peut les présenter autrement que par le site Web BDNI ou qu'en format BDNI au plus tard sept jours après l'expiration du délai prévu pour la présentation.
- 2) Si des difficultés techniques imprévues l'empêchent de présenter une demande en format BDNI, la personne physique déposante peut la présenter autrement que par le site Web BDNI.
- 3) Pour l'application des paragraphes 1 et 2, le déposant BDNI peut communiquer un avis ou une demande autrement que par le site Web BDNI en les présentant à l'autorité principale.
- 4) Malgré le paragraphe 3, pour l'application du paragraphe 2 relativement à une demande présentée, notamment en Ontario, la personne physique déposante peut la présenter :
 - a) soit à l'autorité principale, si le territoire principal est l'Ontario;
 - b) soit à l'autorité principale et à l'agent responsable en Ontario.
- 5) Le déposant BDNI qui présente des renseignements que par le site Web BDNI conformément au présent article indique, en majuscules, dans le haut de la première page la mention suivante :

« CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5.1 DE LA *NORME CANADIENNE 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION*, LE[LA]

PRÉSENT[E] [PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT] EST PRÉSENTÉ[E] AUTREMENT QUE PAR LE SITE WEB BDNI SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES. ».

6) Le déposant BDNI qui présente des renseignements autrement que par le site Web BDNI conformément au présent article présente de nouveau les renseignements en format BDNI dès que possible, mais au plus tard 14 jours après que les difficultés techniques imprévues ont été réglées. ».

8. Cette règle est modifiée par l'abrogation de l'article 7.1 et par son remplacement par :

PARTIE 7 ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

7.1. Abrogation

1) La Norme canadienne 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, entrée en vigueur le 10 mai 2005, est abrogée.

7.2. Date d'entrée en vigueur

1) La présente règle entre en vigueur le 28 septembre 2009.

9. La présente règle entre en vigueur le 28 septembre 2009.

**INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE
RELATIVE À LA NORME CANADIENNE 31-102
SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION**

PARTIE 1 OBJET

La *Norme canadienne 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (la « Norme canadienne 31-102 ») a pour objet d'établir les obligations relatives à la présentation de renseignements sur l'inscription par voie électronique au moyen de la Base de données nationale d'inscription (la « BDNI »). Dans la présente instruction complémentaire, le pronom personnel « nous » s'entend de l'autorité en valeurs mobilières compétente et de l'agent responsable compétent.

PARTIE 2 PRODUCTION DE RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

La législation en valeurs mobilières de plusieurs territoires prévoit l'obligation de produire ou de rendre accessible l'original ou une copie conforme des renseignements déposés en vertu de cette législation. Nous considérons que, dans le cas des renseignements déposés en format BDNI, il est possible de satisfaire à cette obligation en fournissant une copie papier ou toute autre sortie imprimée lisible des renseignements comportant une attestation ou accompagnée d'une attestation de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable selon laquelle il s'agit d'une copie des renseignements déposés en format BDNI.

PARTIE 3 DATE DE DÉPÔT

Nous estimons que les renseignements déposés en format BDNI sont, pour l'application de la législation en valeurs mobilières, déposés le jour où leur transmission à la BDNI est complétée.

PARTIE 4 COPIE OFFICIELLE DES RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou toute fin connexe, nous estimons que la copie officielle de tous les renseignements déposés en format BDNI par un déposant BDNI est la version électronique enregistrée dans la BDNI.

PARTIE 5 QUALITÉ DE MANDATAIRE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE LA SOCIÉTÉ

Nous estimons que le représentant autorisé de la société qui fait une présentation de renseignements à la BDNI est le mandataire de la société ou de la personne physique concernée par le dépôt.

PARTIE 6 OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉPOSANTE

Nous nous attendons à ce que les sociétés déposantes prennent les mesures suivantes conformément aux processus exposés dans le Manuel de l'utilisateur BDNI :

- a) s'inscrire auprès de l'administrateur de la BDNI;
- b) tenir à jour l'information relative à leur inscription à la BDNI;
- c) tenir à jour l'information relative à leur compte BDNI.

PARTIE 7 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA *LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES*

En Ontario et au Manitoba, l'autorité en valeurs mobilières est d'avis que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu de la Norme canadienne 31-102 et du *Rule 31-509 (Commodity Futures Act)* ou, au Manitoba, le *Rule 2000-1 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.